



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

# DIRE DE L'ÉTAT



# Sommaire

<b>Regard sur le département de l'Aisne.....</b>	<b>5</b>
<b>L'Aisne : un vaste département rural à la croisée de trois régions.....</b>	<b>7</b>
<b>L'Aisne et ses voisins.....</b>	<b>7</b>
L'Aisne à l'interface de métropoles européennes.....	7
L'Aisne : un territoire traversé.....	7
L'Aisne : un territoire des proximités.....	8
<b>L'Aisne : un département rural avec une faible densité.....</b>	<b>8</b>
L'Aisne : un territoire rural.....	8
L'Aisne : un territoire peu dense.....	8
<b>L'Aisne : un département au cadre de vie à préserver.....</b>	<b>9</b>
L'Aisne : un département riche de paysages d'exception mais soumis aux risques naturels.....	9
L'Aisne : des territoires aux richesses patrimoniales à valoriser.....	9
<b>L'Aisne : un département confronté à des ségrégations socio-spatiales.....</b>	<b>10</b>
<b>L'Aisne : un département au faible dynamisme démographique avec des évolutions Nord/Sud contrastées.....</b>	<b>10</b>
L'Aisne : le département le moins dynamique de la région.....	10
Une évolution démographique à nuancer au sein du département.....	10
L'Aisne : une fuite des jeunes provoquant un vieillissement de population.....	11
L'Aisne : des prévisions démographiques pour 2050 assez peu optimistes.....	11
L'Aisne : un secteur sud avec une certaine attractivité résidentielle.....	11
<b>L'Aisne : un département marqué par de lourdes problématiques sociales.....</b>	<b>12</b>
Des indicateurs de précarité sociale préoccupants.....	12
.... <b>Accentuées par un parc de logement dégradé et une inadéquation de l'offre avec la demande.....</b>	<b>13</b>
Un parc de logements non adapté à la demande.....	14
De nombreux logements indignes.....	14
Une forte vacance des logements.....	15
Une offre de logements sociaux parfois insuffisante.....	15
<b>L'Aisne : un département agricole influencé par des pôles métropolitains externes.....</b>	<b>16</b>
<b>Des moteurs de croissance externes générant une certaine vulnérabilité énergétique des ménages.....</b>	<b>16</b>
Un département sous influences.....	16
L'Aisne : un département dortoir ?.....	16
Une vulnérabilité énergétique certaine.....	17
<b>La typologie d'emplois dans l'Aisne : une surreprésentation des ouvriers et des employés.....</b>	<b>17</b>
Une offre d'emplois tournée vers les secteurs de l'industrie et de l'agriculture.....	17
Des catégories socio-professionnelles mettant en avant le déficit de cadres et de professions intermédiaires.....	18
Un secteur économique pouvant s'appuyer sur un réseau de petites entreprises important.....	18
<b>L'Agriculture dans l'Aisne : un secteur économique essentiel.....</b>	<b>19</b>
Une filière agricole puissante et reconnue.....	19
L'agriculture axonaise face aux évolutions socio-économiques et environnementales.....	20
Le pôle IAR : un atout majeur.....	20
 <b>Les enjeux de l'État pour le département de l'Aisne.....</b>	<b>21</b>
<b>Une vision stratégique de l'aménagement des territoires de l'Aisne.....</b>	<b>23</b>
<b>Redynamiser la ruralité : un enjeu crucial pour le département de l'Aisne.....</b>	<b>25</b>
<b>Favoriser la mobilité des populations vivant en milieu rural.....</b>	<b>25</b>



Définir une politique déterminée et cohérente de développement des transports collectifs dans les territoires ruraux.....	25
Décarboner le transport.....	26
Mettre en place des services à la mobilité efficients.....	26
<b>Renforcer l'accès aux services et particulièrement au numérique.....</b>	<b>27</b>
<b>Diversifier et améliorer le parc de logements afin de l'adapter aux besoins et aux ressources des ménages et ainsi favoriser leurs parcours résidentiels.....</b>	<b>28</b>
Redynamiser un marché très détendu du logement dans la partie nord du département.....	28
Promouvoir une croissance intelligente au sud du département.....	29
<b>Promouvoir les entreprises en milieu rural.....</b>	<b>29</b>
<b>L'Aisne : un laboratoire potentiel pour la ruralité.....</b>	<b>29</b>
<b>Renforcer l'attractivité axonaise : un enjeu autour d'une identité forte, d'une image positive.....</b>	<b>31</b>
Un réseau ferroviaire à conforter pour répondre aux besoins croissants de mobilité des axonais en direction des bassins d'emploi franciliens et rémois.....	31
Des infrastructures routières à moderniser, à remettre en capacité de desservir nos territoires avec une qualité de service rehaussée.....	32
Une richesse paysagère et patrimoniale à faire découvrir.....	32
Développer et valoriser un tourisme vert/écotourisme (sport-santé-nature-culture) comme facteur d'attractivité.....	33
Renforcer l'attractivité du territoire pour valoriser les potentiels économiques et faciliter l'accès aux emplois locaux.....	33
Rapprocher l'offre de logements des aires d'emplois.....	33
Reconvertir des friches urbaines mutables, pour revitaliser les centres-villes et centres-bourgs avec une offre urbaine plus équilibrée et des formes urbaines nouvelles.....	34
<b>Développer une agriculture conciliant performance économique, attentes sociétales et préoccupations environnementales.....</b>	<b>35</b>
Préserver le foncier agricole.....	35
Organiser et moderniser les filières agricoles d'aujourd'hui.....	36
Développer les filières agricoles de demain.....	37
L'agriculture comme appui à la construction et à la rénovation énergétique du bâti.....	37
L'activité agricole comme soutien à la transition énergétique.....	37
Les exploitants agricoles comme marchands de services.....	37
<b>Faire face aux évolutions socio-économiques et environnementales.....</b>	<b>38</b>
Manger sain : une attente sociétale qui n'est plus un signal faible.....	38
L'agriculture axonaise face aux défis environnementaux.....	38
<b>Créer les conditions d'un développement économique axonais à forte valeur ajoutée, décarboné et innovant.....</b>	<b>39</b>
Une armature industrielle axonaise à consolider, à faire connaître et à développer.....	39
Des potentialités à explorer afin de faire émerger de nouvelles filières, notamment dans la bioéconomie.....	40
Un potentiel de développement des énergies vertes.....	40
L'écotourisme : filière en devenir.....	41
Une filière d'éco-rénovation du bâti.....	41
<b>Instaurer de nouveaux modes de gouvernance.....</b>	<b>43</b>
Faire émerger de nouveaux périmètres de SCoT.....	43
Promouvoir l'émergence des PLU intercommunaux.....	43
Instaurer un nouveau mode de gouvernance dans l'Aisne par une mise en réseau des villes moyennes du département.....	44



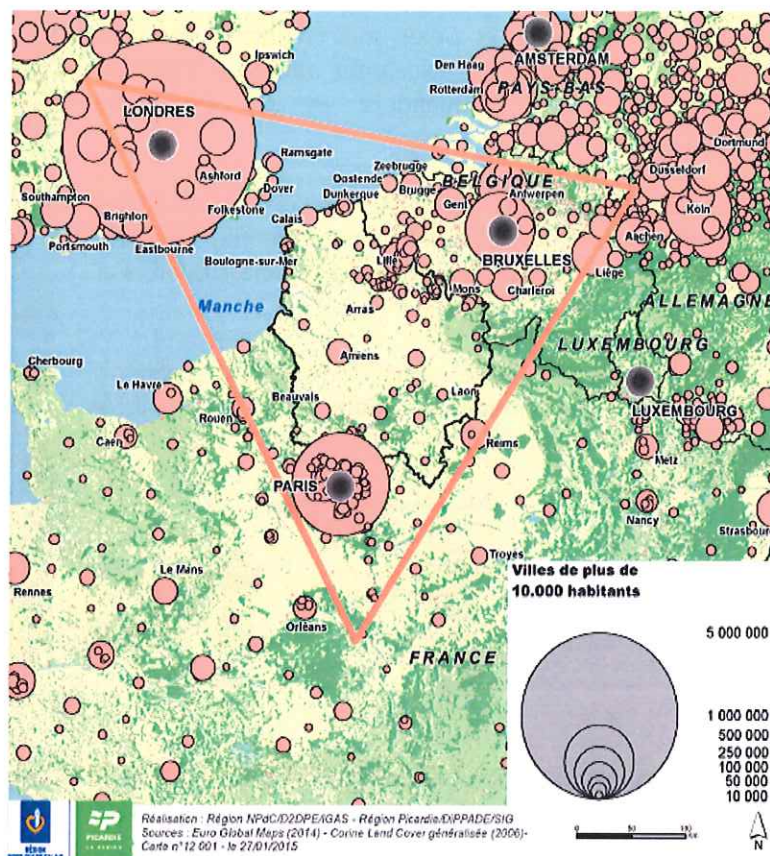
# **Regard sur le** **département de l'Aisne**



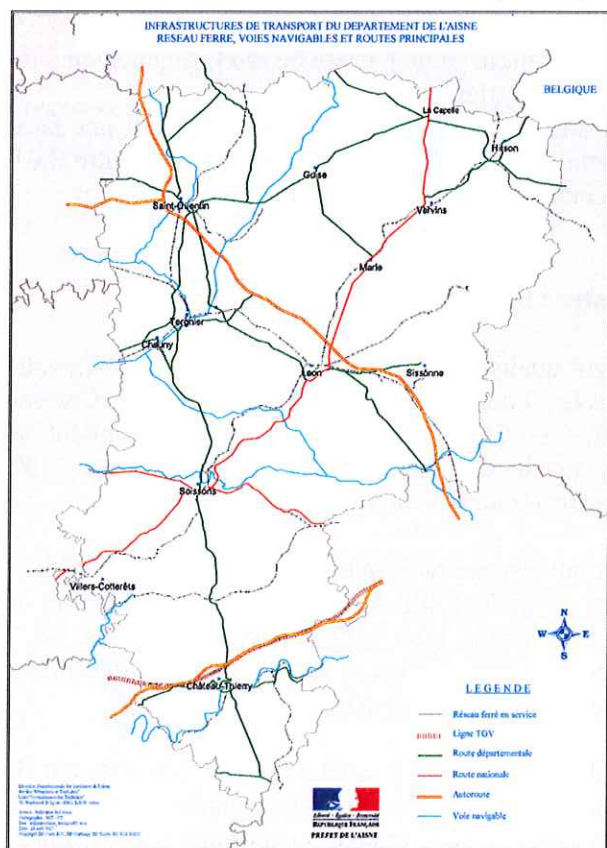
# L'Aisne : un vaste département rural à la croisée de trois régions

## ♦ L'Aisne et ses voisins

L'Aisne à l'interface de métropoles européennes



Situé au sud-est de la région Hauts-de-France et bordé par les régions Île-de-France et Grand Est, le département de l'Aisne profite d'un emplacement privilégié, au carrefour de trois grandes régions. La commune de Laon, préfecture de l'Aisne, se trouve à seulement 50 km de Reims, 150 km de Paris, 160 km de Lille, et 200 km de Bruxelles, la plaçant ainsi à l'interface de grands pôles métropolitains.



## L'Aisne : un territoire traversé

Placé sous l'éclairage des échanges entre les pays de l'Union Européenne, le département de l'Aisne est de fait traversé par un réseau d'infrastructures de transport relativement dense permettant une ouverture sur les régions les plus peuplées et les plus actives de l'Europe du Nord (A26, A4, RN2, RN31, lignes ferroviaires Paris - Soissons - Laon - Hirson, Paris - Saint-Quentin et Paris - Château-Thierry - Châlons-en-Champagne).

Un réseau secondaire permet quant à lui des échanges interdépartementaux, notamment grâce à un vaste réseau ferré de plus de 500 km et avec la D1, seule route permettant une desserte Nord-Sud rapide dans l'Aisne.

Enfin, de nombreux canaux traversent le département, bien que celui-ci ne voit décharger que 5 % des marchandises transportées, confirmant ainsi sa position de terre de transit.



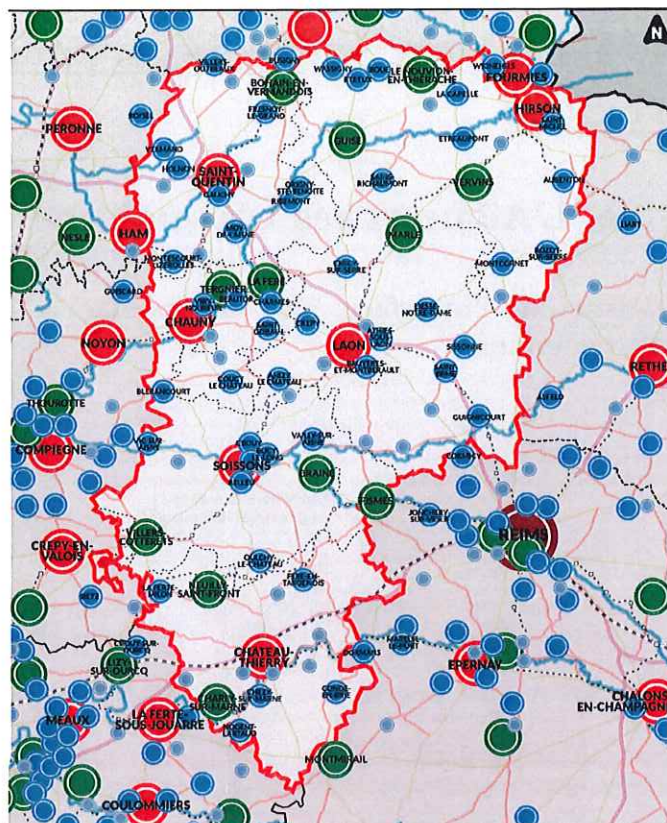
## L'Aisne : un territoire des proximités

Le département de l'Aisne est couvert par un maillage homogène de commerces et services de proximité. Des pôles de centralité et pôles intermédiaires viennent renforcer ce maillage, exception faite de l'est du département, du Vermandois et de l'interface Compiègne / Soissons.

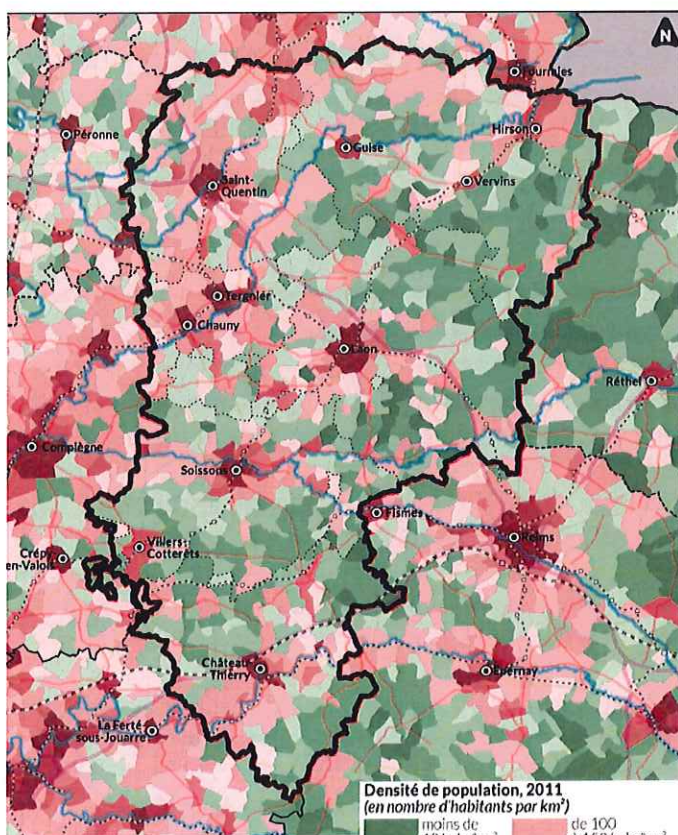
Les pôles de centralité créent un réseau de villes moyennes composé de Laon, Saint-Quentin, Château-Thierry, Chauny-Tergnier, Soissons, Villers-Cotterêts et Hirson.

Mais pour accéder à des services de niveau supérieur, les Axonais sont obligés de quitter le département, le rendant dépendant de pôles métropolitains externes au territoire.

Pôles de services, 2013  
(selon la méthode IPS)



## ♦ L'Aisne : un département rural avec une faible densité



Densité de population, 2011  
(en nombre d'habitants par km<sup>2</sup>)



### L'Aisne : un territoire rural

L'Aisne est un département essentiellement rural, avec une part importante de surfaces agricoles (74 %) et de forêts (20 %). La gestion de ces forêts est particulièrement délicate du fait du nombre important de propriétaires privés (au nombre de 38 000) dont 75 % possèdent moins d'un hectare de forêt, fragmentant ainsi l'espace forestier.

Le département est également caractérisé par une faible artificialisation (seulement 5,6 % en 2012 contre 9,6 % à l'échelle des Hauts-de-France).

### L'Aisne : un territoire peu dense

Malgré quelques pôles urbains majeurs (Saint-Quentin, Soissons, Laon et dans une moindre mesure Château-Thierry et Chauny-Tergnier), plus d'un habitant sur deux réside dans une commune de moins de 2 000 habitants (contre 27 % dans la région).

Avec une densité moyenne de 73 habitants / km<sup>2</sup> (188 au niveau régional), l'Aisne se distingue fortement des espaces voisins plus urbanisés, qu'il s'agisse de la vallée de l'Oise à l'ouest, de la région francilienne au sud-ouest ou de la région rémoise au sud-est.

Le département n'est toutefois pas épargné par les dynamiques d'étalement urbain, comme en témoignent les densités de population des couronnes péri-urbaines.



## ♦ L'Aisne : un département au cadre de vie à préserver

### L'Aisne : un département riche de paysages d'exception mais soumis aux risques naturels

Des coteaux viticoles de la vallée de la Marne au plateau bocager de Thiérache, le département de l'Aisne présente une grande variété de paysages, lesquels constituent un atout indéniable en termes de cadre de vie.

La présence de trois grandes vallées, de grandes surfaces boisées, de vastes étendues agricoles, de zones herbagères et de vergers, ainsi que d'une multitude de villages essaimés sur le territoire, font de l'Aisne rurale un département où il fait bon vivre.

Un réseau hydrographique important, accompagné de nombreuses zones à dominante humide, découle des trois grandes vallées que sont la vallée de la Marne, la vallée de l'Aisne et la vallée de l'Oise, plaçant l'Aisne en tête de bassin Artois-Picardie et Seine-Normandie. Cet ensemble constitue un élément structurant dans le paysage axonais et contribue à la diversification de la biodiversité du département.



Avec ces 4500 km de cours d'eau, l'Aisne est particulièrement vulnérable au risque inondation, ainsi qu'aux coulées de boues (plus particulièrement dans le secteur viticole au sud du département).

Cependant, les 36 PPRi et les 2 PGRI approuvés permettent désormais d'anticiper et de gérer ce risque par des prescriptions adaptées et proportionnées, lesquelles ont des incidences sur l'aménagement du territoire via les mesures d'interdictions ou de protection qu'elles édictent.

### L'Aisne : des territoires aux richesses patrimoniales à valoriser

Le département de l'Aisne, par son histoire et grâce à son patrimoine architectural et naturel riche et diversifié, dispose de réels atouts qu'il convient de valoriser.

La présence d'un patrimoine naturel préservé par des protections institutionnelles et ainsi reconnu comme étant remarquable, possède un attrait certain pour les adeptes du tourisme vert.

En parallèle, le développement du tourisme culturel autour des lieux historiques et religieux permet une valorisation de l'héritage axonais.

Des liaisons entre certains lieux d'intérêt sont également rendues possibles via les vélo-routes et voies vertes présentes sur le département.

Malgré ces atouts, le taux d'occupation hôtelier dépasse à peine les 50 % et la durée moyenne de séjour des touristes est inférieure à 1,5 jours.



© Agence Aisne Tourisme – Bilan touristique 2015

***Le département de l'Aisne, à l'identité rurale, avec sa faible densité de population, ses espaces naturels préservés et son offre de services de proximité de qualité, possède les atouts nécessaires pour être attractif.***

***En ce sens, l'espace rural axonais mérite d'être dynamisé afin d'en tirer tous les potentiels.***



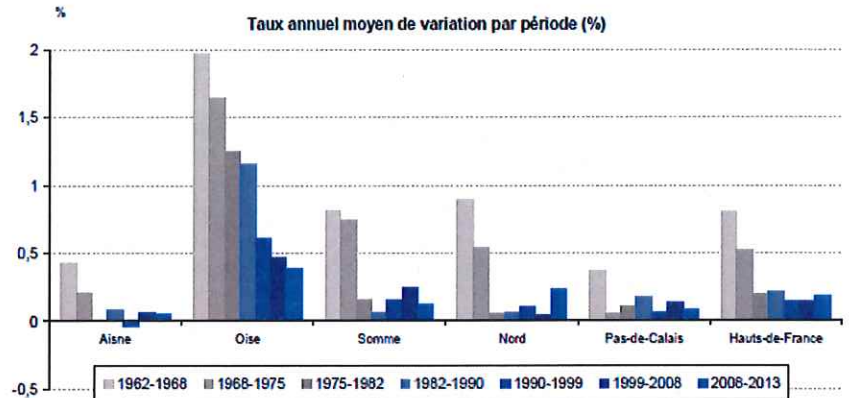
# L'Aisne : un département confronté à des ségrégations socio-spatiales

## ◆ L'Aisne : un département au faible dynamisme démographique avec des évolutions Nord/Sud contrastées

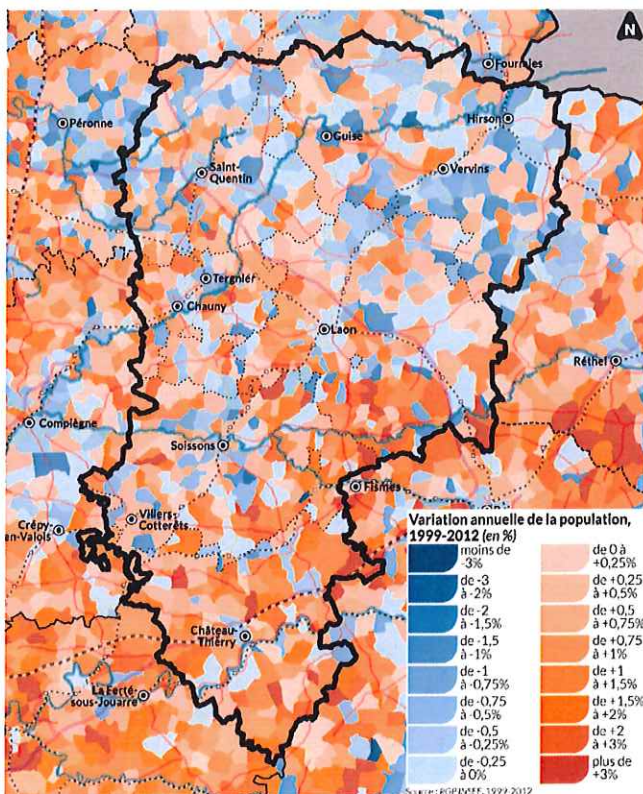
### L'Aisne : le département le moins dynamique de la région

Le département de l'Aisne, avec ses 540 000 habitants, est le département le moins peuplé de la région. En effet, le département représente moins d'un dixième de la population des Hauts-de-France alors qu'il s'étend sur presque un quart de sa superficie.

Depuis les années 1975, la population de l'Aisne n'a pratiquement pas évolué, à l'inverse des autres départements.

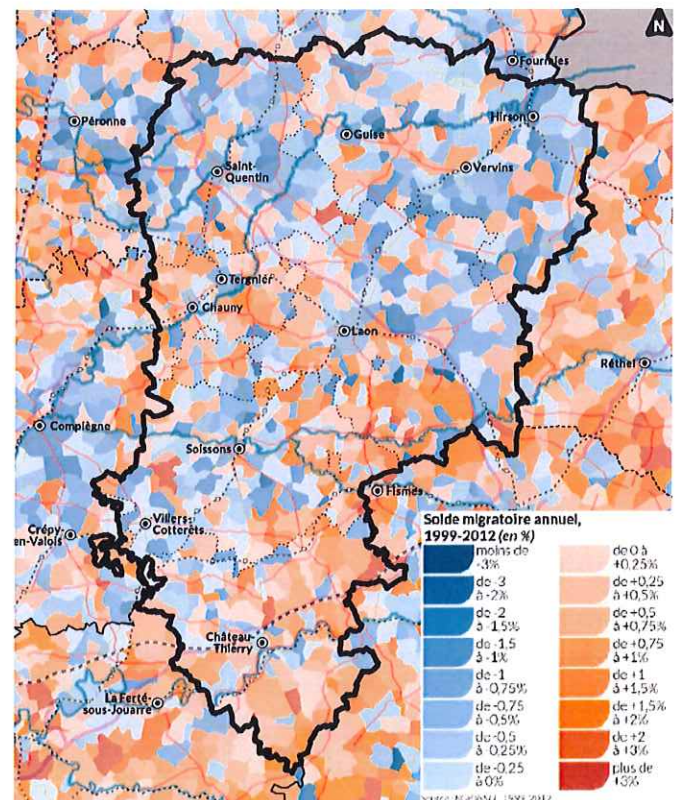


### Une évolution démographique à nuancer au sein du département



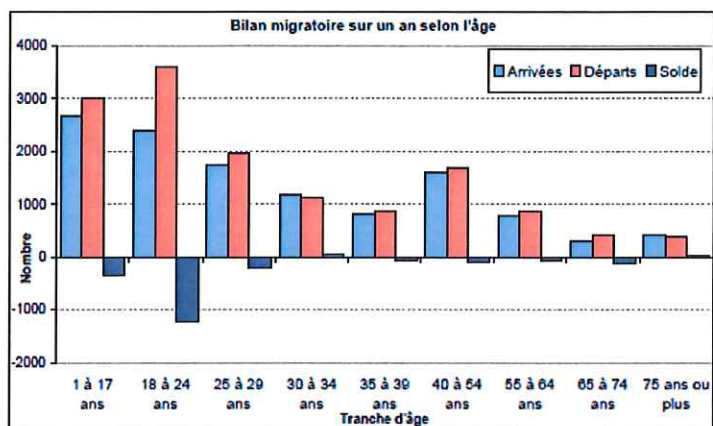
L'analyse du solde migratoire sur la même période montre le lien étroit entre croissance démographique et migrations de population. Ainsi, les secteurs du nord connaissent un solde migratoire négatif, tandis que les secteurs du sud de l'Aisne voient s'installer de nouveaux habitants.

Sur la période 1999-2012, l'évolution de population montre, au-delà d'une relative stabilité globale (+1,1 %), un contraste important entre le nord du département qui connaît un déclin important et le sud connaissant une croissance forte.





## L'Aisne : une fuite des jeunes provoquant un vieillissement de population



Source : Insee, Recensement de la population 2013 exploitation principale.

Le bilan migratoire selon l'âge met en avant un déficit certain des jeunes entre 18 et 24 ans dans l'Aisne.

De fait, la part des 60 ans et plus, dans l'Aisne, est supérieure à celle de la région (17,5 % contre 15,5 %).

Ce départ des 18-24 ans peut être expliqué notamment par le manque d'établissements scolaires supérieurs dans le département, ainsi que par la faible part d'emplois de cadres et de professions intermédiaires proposée.

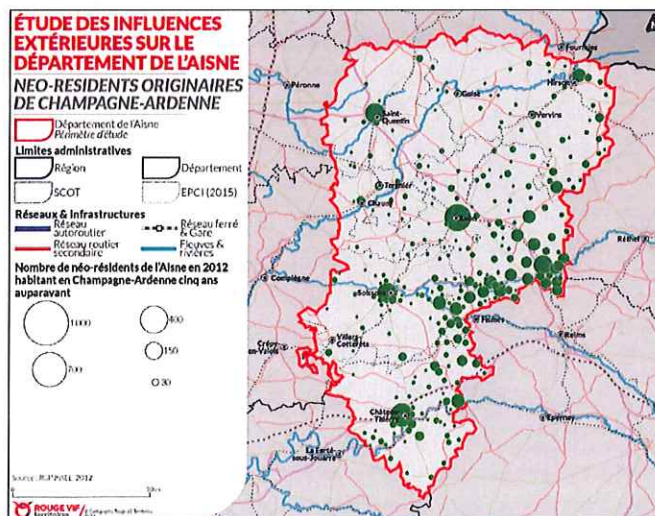
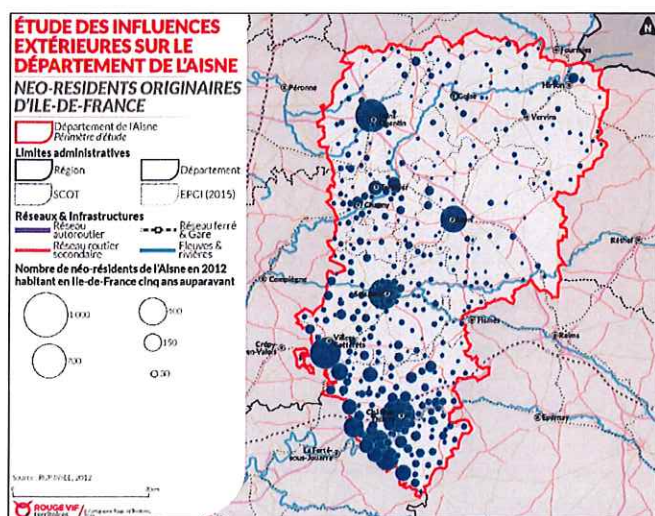
La population axonaise est ainsi dépendante des régions voisines concernant l'accès à certains types d'emplois ou à des formations de type universitaire.

## L'Aisne : des prévisions démographiques pour 2050 assez peu optimistes

Parmi les départements de la région Hauts-de-France, seule l'Aisne devrait perdre des habitants d'ici 2050. Le département enregistrerait une baisse démographique de près de 4 % sur l'ensemble de la période. À l'inverse des quatre autres départements de la région, l'Aisne est en effet pénalisée par un déficit de naissances lié au profil actuellement plus âgé du territoire. Si les tendances démographiques en matière de fécondité se poursuivaient, le département devrait en outre connaître, à partir de 2035, un déficit naturel (nombre de naissances inférieur au nombre de décès), ce qui explique la baisse de population envisagée d'ici 2050. Contrairement aux autres départements de la région, la faiblesse – voire l'absence – d'accroissement naturel ne permettrait pas de combler l'effet négatif lié aux migrations.

Avec plus de 28 % de seniors en 2050, l'Aisne resterait, comme en 2013, le département le plus âgé de la région. Il souffre en effet d'un départ important des populations de moins de 24 ans. Cependant, l'attractivité résidentielle observée récemment au sud du département et liée notamment à l'influence métropolitaine de l'Île-de-France, pourrait se poursuivre et permettre à l'Aisne de retrouver une dynamique démographique plus positive à long terme.

## L'Aisne : un secteur sud avec une certaine attractivité résidentielle



L'origine des nouveaux habitants s'installant dans le sud du département montre que l'Île-de-France constitue le principal réservoir de nouveaux résidents. Dans le sud de l'Aisne, les néo-résidents originaires de la région francilienne représentent presque 8 % de la population.



L'ancienne région Champagne-Ardenne, et plus particulièrement le secteur de Reims, est également une manne de nouveaux résidents pour le quart sud-est de l'Aisne. La part de néo-résidents originaires de Champagne-Ardenne atteint, à titre d'exemple, 8,25 % de la population dans la communauté de communes de la Champagne Picarde.

La moitié sud du département de l'Aisne bénéficie ainsi d'une certaine attractivité résidentielle. Celle-ci doit être mise en parallèle avec le prix du foncier dans l'Aisne, bien plus faible que dans les départements voisins. L'installation de nouveaux ménages dans le sud de l'Aisne, lesquels sont originaires d'Île-de-France ou de Champagne-Ardenne, est très vraisemblablement liée à l'accessibilité du foncier à faible coût.

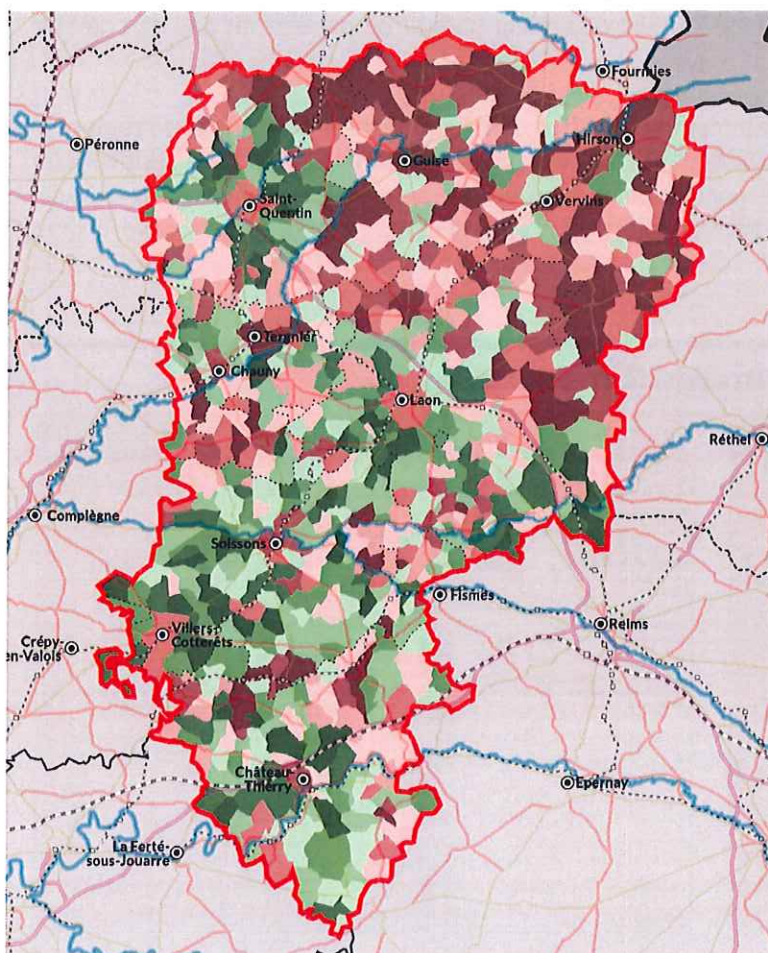
La dynamique de construction de ce secteur sud est élevée pour les trois villes principales (plus de 100 logements depuis 2005 pour Villers-Cotterêts, Château-Thierry et Soissons). Elle l'est aussi pour la périphérie de Soissons, de Château-Thierry et pour les villes se situant le long de la N31 entre Compiègne et Soissons (Vic-sur-Aisne, Ressons-le-Long, etc) ainsi qu'à proximité des axes routiers et de l'axe ferroviaire au sud-est (Guignicourt, Sissonne, Corbeny, Berry-au-Bac, Liesse-Notre-Dame, Amifontaine, Saint-Erme, etc).

Ce secteur sous influence francilienne est particulièrement marqué par un fort émiettement des constructions, ce qui est relativement préoccupant en termes de lutte contre l'étalement urbain.

L'offre nouvelle du secteur sous influence rémoise est elle aussi importante au regard des rythmes de production dans l'Aisne.

## ♦ L'Aisne : un département marqué par de lourdes problématiques sociales....

### Des indicateurs de précarité sociale préoccupants



Au regard des indicateurs de précarité sociale, le département de l'Aisne est nettement découpé en deux parties avec, au nord, un secteur particulièrement fragile, et au sud des interfaces avec les régions francilienne et rémoise moins précaires.

Les centres urbains tels Soissons, Laon ou encore Saint-Quentin présentent des poches de précarité, à l'inverse de leurs couronnes périurbaines, moins fragiles.

La fragilité sociale des territoires est mesurée à l'aide de plusieurs indicateurs, listés ci-après et prenant en compte des données liées à la démographie, à l'emploi ou encore aux logements.

#### Indicateur croisant des données déterminantes des fragilités sociales d'un territoire :

- Revenu médian par unité de consommation, 2012
- Indice de jeunesse, 2012
- Part des ouvriers, 2012
- Part des cadres, 2012
- Evolution récente de la part des cadres, 1999-2012
- Part des actifs sans diplôme, 2012
- Part des actifs diplômés de l'enseignement supérieur, 2012
- Part des logements sociaux, 2012
- Part des logements achevés avant 1975, 2012
- Part des familles monoparentales, 2012

Source : RGP INSEE, 2012 / DGfip, 2012 / Méthodologie RVT

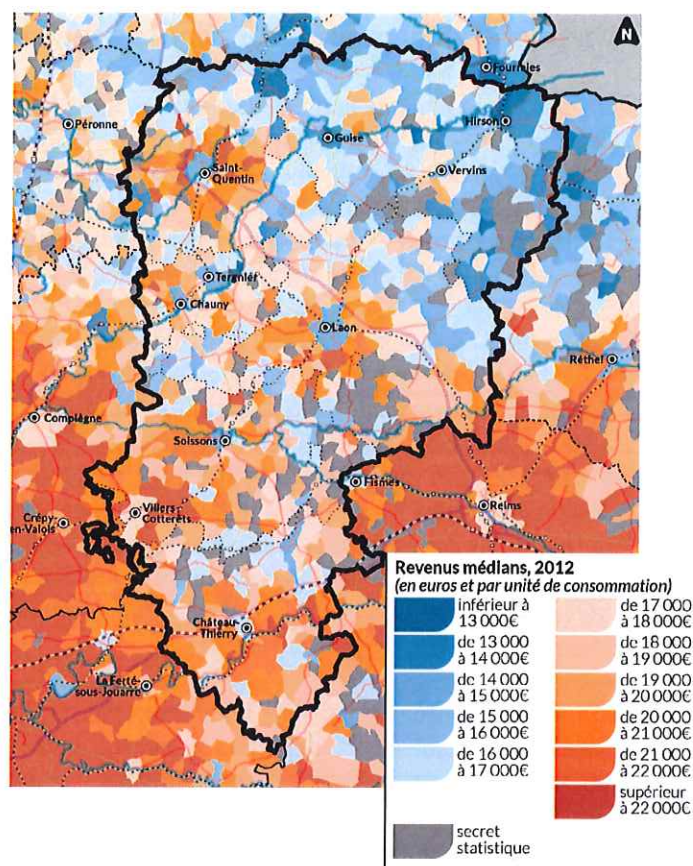




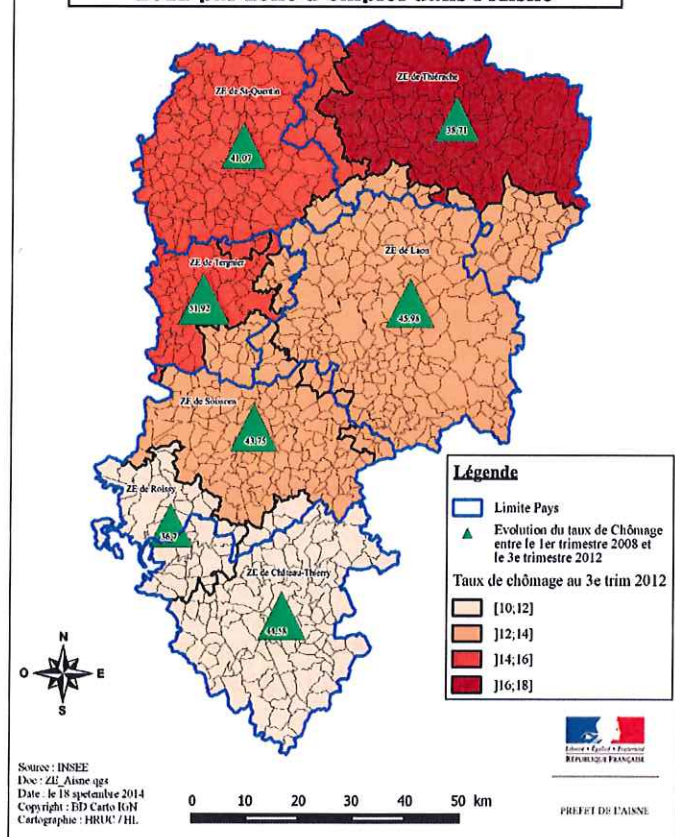
## Des populations fragiles

Cette précarité sociale, observée principalement au nord du département, s'accompagne de fait d'une pauvreté certaine des ménages, comme en atteste la carte des revenus médians. Une disparité importante apparaît entre les revenus des Axonais et les revenus des ménages franciliens ou rémois.

À cette pauvreté s'ajoutent des difficultés scolaires prononcées, confirmées par un taux d'illettrisme fort (7,3 % des jeunes axonais se présentant à la journée de défense et de citoyenneté en 2014 sont en situation d'illettrisme, contre 5,0 % pour la région et 3,5 % au niveau national), ainsi qu'un taux de retard à l'entrée en 6<sup>e</sup> sensiblement supérieur à la moyenne picarde (14,4 % vs 14,1 %) et supérieur de 3 points par rapport à la moyenne métropolitaine.



**Evolution du taux de chômage entre le 1er trimestre 2008 et le 3e trimestre 2012 par zone d'emploi dans l'Aisne**



Ces fragilités, accentuées par le manque d'établissements de formation supérieure, font de la population axonaise une population peu diplômée. La part de jeunes non insérés (ni scolarisés, ni en emploi) est ainsi de 24,6 %, contre 21,2 % en région. De plus, seuls 24% des actifs axonais ont un niveau d'études supérieur au baccalauréat, contre 30% pour les Hauts-de-France. Le phénomène est encore plus marqué en Thiérache, avec des proportions de jeunes non insérés et d'actifs sans études supérieures s'élevant respectivement à 24,6% et 19%.

De fait, le taux de chômage est particulièrement élevé, surtout depuis la crise de 2008. Le taux de chômage dans l'Aisne au 1er trimestre 2017 est le plus élevé de la région (13,2 % contre 11,7 % en région, et 9,3 % en métropole).

## ♦ .... Accentuées par un parc de logement dégradé et une inadéquation de l'offre avec la demande

Les évolutions démographiques en cours et futures, ainsi que les fragilités sociales de certains ménages, supposent des solutions spécifiques en termes de logements.

De fait, le parc de logement doit être en mesure de répondre aux besoins actuels, et surtout futurs, des habitants.

Un regard sur l'état du parc axonais permettra de rendre compte de l'adéquation entre logements proposés et besoins des ménages.



## Un parc de logements non adapté à la demande

Le parc de logements actuel est composé, dans l'ensemble des EPCI, de plus de 50 % de maisons individuelles. Cette part est encore plus élevée, atteignant souvent plus de 90 %, dans l'espace rural axonais.

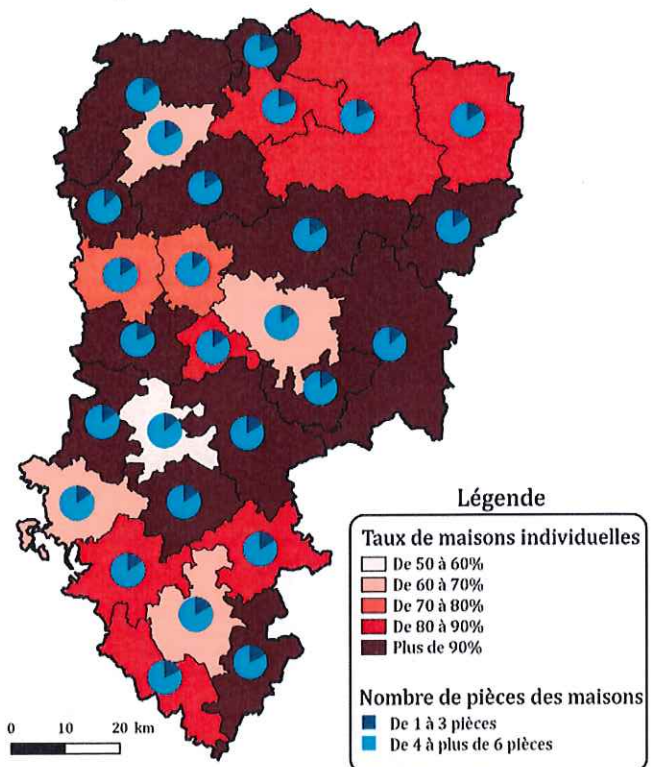
De plus, au moins 75 % de ces maisons contiennent, pour l'ensemble des EPCI, un minimum de 4 pièces.

Au regard du desserrement des ménages (le nombre moyen de personnes par ménage dans l'Aisne étant de 2,3), du vieillissement de population et de la précarité de certains habitants, la taille des logements ne convient pas à la taille des ménages, ces derniers ne pouvant pas forcément accéder à des maisons individuelles de grande taille du fait de leurs difficultés financières. En effet, leurs moyens les orientent plutôt vers des logements de petite taille, et vers un parc permettant de répondre aux changements de parcours résidentiel.

Il est à noter que le parc de logements dans l'Aisne est relativement ancien et dégradé. Ainsi, ce sont plus de 50 % des logements qui ont été construits avant 1949, dont 27 % datant d'avant 1915 (contre respectivement 33% et 25% au niveau national). Cela est particulièrement vrai en Thiérache, et plus précisément pour la Communauté de Communes Sambre et Oise où les logements datant d'avant 1915 s'élèvent à plus de 75%.

Il existe de fait une réelle problématique concernant l'état du parc de logements au niveau thermique, ces logements anciens étant le plus souvent mal isolés.

## Caractéristiques des résidences principales par EPCI dans l'Aisne en 2013

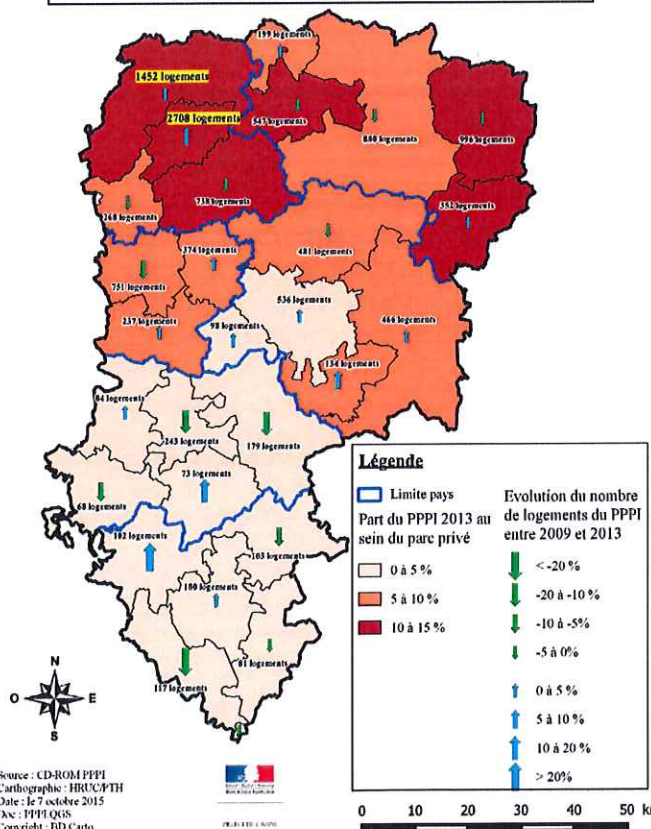


Direction Départementale des Territoires de l'Aisne  
Service "Urbanisme et Territoires"  
Unité "Planification et Aménagement Durable"  
50, Boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex



Cartographie: SUT - PAD / CB  
Doc: TVPO\_LGMEqs  
Date: 15 septembre 2017  
Sources: Filocom 2013  
© IGN-BD Cartho

## Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) dans le parc privé en 2013 et évolution entre 2009 et 2013



Source : CD-ROM PPPI  
Cartographie : HRUC/PTH  
Date : le 7 octobre 2015  
Doc : PPPI QGIS  
Copyright : BD Cartho

## De nombreux logements indignes

De plus, de fortes préoccupations concernant l'habitat indigne apparaissent.

Le parc privé potentiellement indigne (PPPI), représentant les habitations les plus dégradées et occupées par des ménages ayant un revenu faible, est particulièrement présent dans l'Aisne.

Des disparités nord/sud importantes transparaissent, avec au sud un parc de logements privés de relativement bonne qualité, et au nord une part de PPPI très forte. Cette proportion est à mettre en relation avec la date de construction des logements, plus anciens au nord de l'Aisne qu'au sud.

La Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinoise et la Communauté de Communes du Pays du Vermandois possèdent le plus grand nombre de logements appartenant au PPPI avec plus de 1000 logements chacune, et dont le nombre a augmenté entre 2009 et 2013.

La Communauté de Communes du canton d'Oulchy-le-Château et l'ancienne Communauté de Communes de l'Ourcq et du Clignon ont connu la plus forte progression de leur PPPI sur cette même période.



## Une forte vacance des logements

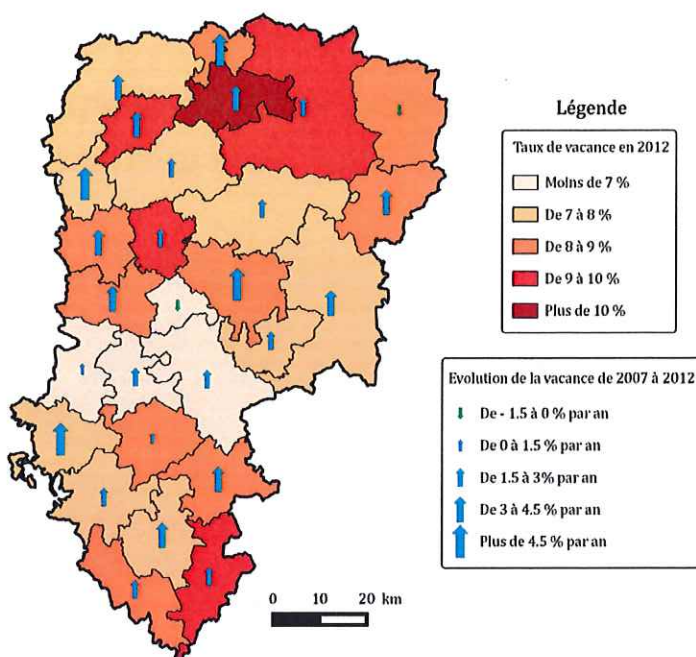
Ces caractéristiques propres au parc de logement entraînent une vacance élevée dans l'Aisne.

En effet, la part de logements vacants en 2012 est de 8,8 % à l'échelle du département, contre 7,3 % à l'échelle des Hauts-de-France.

La répartition par EPCI nous montre des secteurs plus particulièrement touchés par ce phénomène de vacance, à savoir la Thiérache, le Pays Chaunois, et le sud-est du département. Les communautés d'agglomération de St-Quentin et Laon sont également plus touchées, comparativement aux EPCI qui les entourent. A l'inverse, le secteur du Soissonnais est moins marqué.

Il est à noter que le taux de vacance a augmenté dans presque tous les EPCI entre 2007 et 2012, et cela même dans la partie sud de département qui a pourtant accueilli de nouveaux habitants sur la même période.

Taux de vacance en 2012 et évolution annuelle entre 2007 et 2012



## Pression de la demande en logement social en 2015

Direction Départementale des Territoires de l'Aisne  
Service "Urbanisme et Territoires"  
Unité "Planification et Aménagement Durable"  
50, Boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex



Cartographie: SUT - PAD / CB  
Doc: EVO\_LOG\_VAC\_INSEE  
Date: 12 avril 2016  
Sources: Insee  
© IGN-BD Cartho

## Une offre de logements sociaux parfois insuffisante

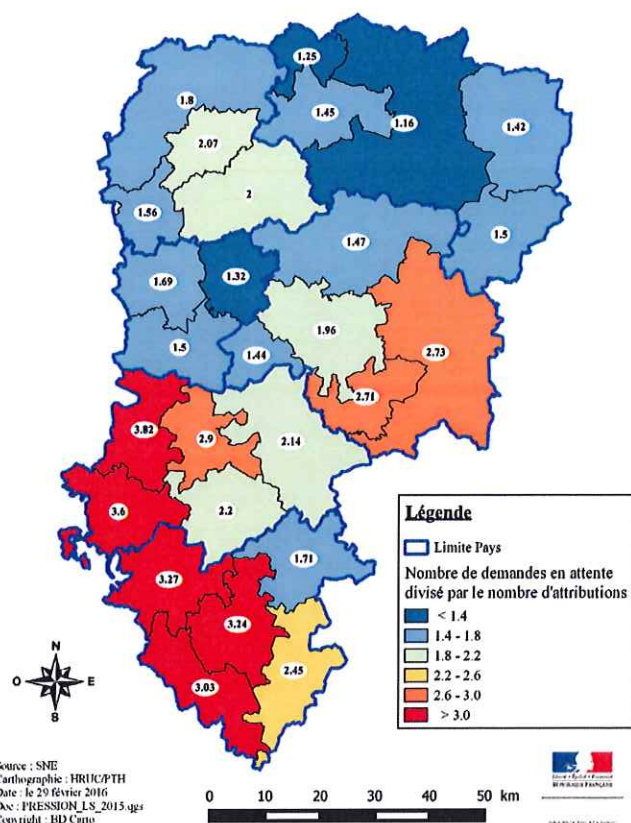
La pression de la demande en logement social, correspondant au rapport entre l'offre et la demande, nous indique s'il y a une offre de logements sociaux suffisante.

Au regard de la carte ci-contre, force est de constater que le sud, particulièrement le secteur sous influence de la région francilienne, et dans une moindre mesure, le secteur subissant l'influence de la région rémoise, souffrent d'un défaut d'offre de logements sociaux.

La pression de la demande en logements sociaux dans ce secteur sud s'est par ailleurs renforcée ces dernières années.

Cela montre la forte demande des ménages venant s'installer dans le sud de l'Aisne concernant ce type de logements.

Les nouveaux logements sociaux proposés devront pouvoir répondre à la demande de logements répondant à une diversification des parcours résidentiels des ménages et être adaptés à leurs moyens financiers.



Source : SNE  
Cartographie : HRIUC/PTH  
Date : le 29 février 2016  
Doc : PRESSION\_LS\_2015.qgs  
Copyright : BD Cartho



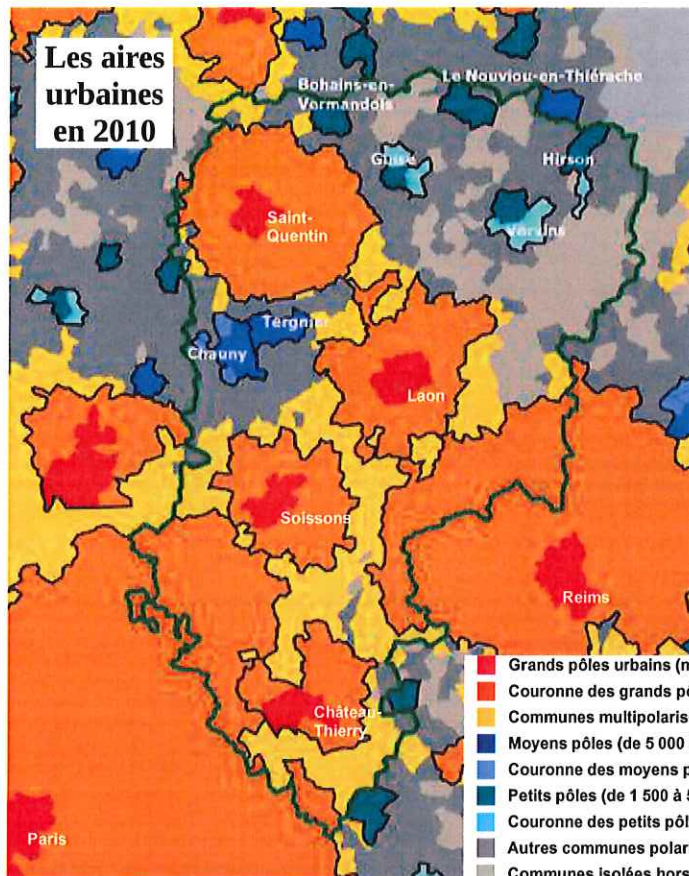
**Afin de dynamiser le département de l'Aisne, aujourd'hui délaissé par la jeunesse et occupé par une population fragile, il faut veiller à renforcer l'attractivité axonaise.**

**Cela passe par une nécessaire adaptation du parc de logements aux besoins et aux moyens des ménages, de façon à rendre durable leur installation dans l'Aisne.**



# L'Aisne : un département agricole influencé par des pôles métropolitains externes

## ◆ Des moteurs de croissance externes générant une certaine vulnérabilité énergétique des ménages



### Un département sous influences

L'Aisne possède 4 principaux pôles urbains et leur couronne, composant des aires urbaines, dont la plus importante est celle de Saint-Quentin.

Les aires urbaines rendent compte des zones d'influence des grandes agglomérations, dans lesquelles sont concentrés les emplois.

Nous constatons ainsi que le département de l'Aisne est influencé, dans sa partie sud, par les aires urbaines de Paris et Reims.

En effet, les aires urbaines des métropoles francilienne et rémoise s'étendent pour bonne partie dans l'Aisne.

Cela montre qu'une forte part de la population réside dans l'Aisne mais travaille hors du département.

### L'Aisne : un département dortoir ?

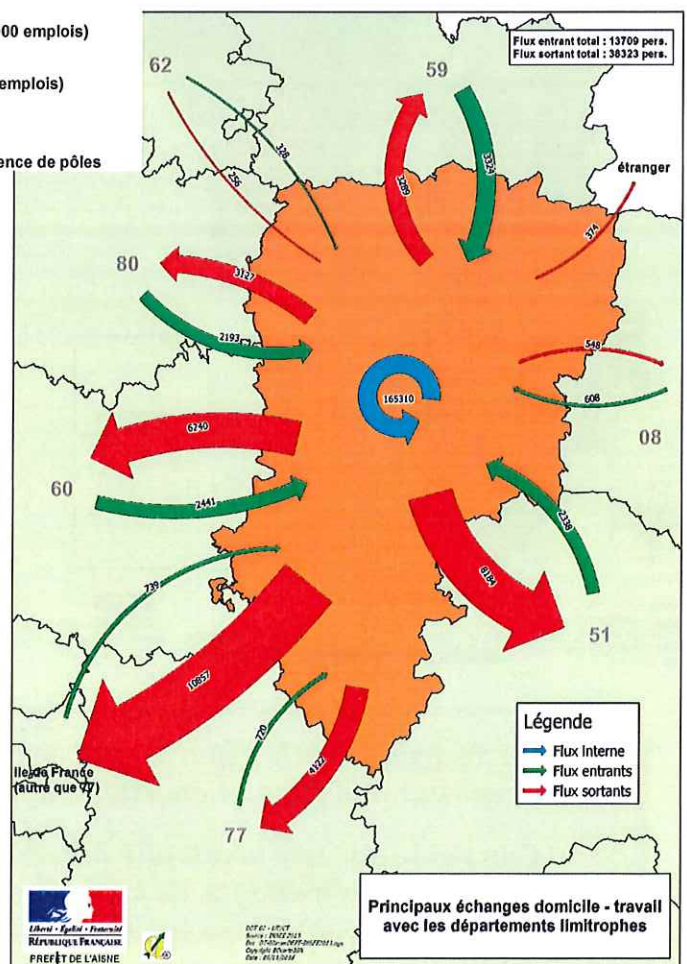
Les habitants axonais travaillant hors du département sont nombreux.

Ils sont ainsi plus de 38 000 à quitter le département quotidiennement pour se rendre sur leur lieu de travail tandis que seuls un peu moins de 14 000 personnes font le chemin en sens inverse.

Ces « navetteurs » vont prioritairement en Île-de-France (presque 11 000) et dans l'agglomération rémoise (plus de 8 000), confirmant l'influence de ces deux métropoles.

Ces actifs effectuent de fait de longs déplacements domicile-travail, qui peuvent être onéreux.

De plus, les navetteurs, particulièrement ceux se rendant dans l'agglomération rémoise et par manque de services de transports collectifs, utilisent souvent une voiture individuelle pour leurs trajets.





## Une vulnérabilité énergétique certaine

De nombreux habitants axonais, n'ayant pas les moyens financiers de s'installer dans une commune plus proche de leur lieu de travail, viennent réaliser leur souhait d'accession à la propriété dans le département de l'Aisne, où le prix du foncier est moins cher. Ils subissent alors quotidiennement de longs trajets domicile-travail, ce qui fragilise leur budget. À cela s'ajoute l'ancienneté du parc immobilier axonais, qui suppose un coût de chauffage élevé, imputé lui aussi au budget des ménages.

### La vulnérabilité énergétique des ménages



Sources: Insee, Recensement de la population 2008, Enquête Revenus Fiscaux et Sociaux, RDL, SOeS, Anah

Dans le sud de l'Aisne, particulièrement dans les zones sous influence francilienne et rémoise, les ménages doivent donc consacrer une part importante de leur budget à l'énergie, que ce soit pour se déplacer ou se chauffer.

Les revenus de ces mêmes ménages étant, comme nous avons pu le constater, relativement faibles, cela les place dans une situation de double vulnérabilité énergétique, voire de précarité.

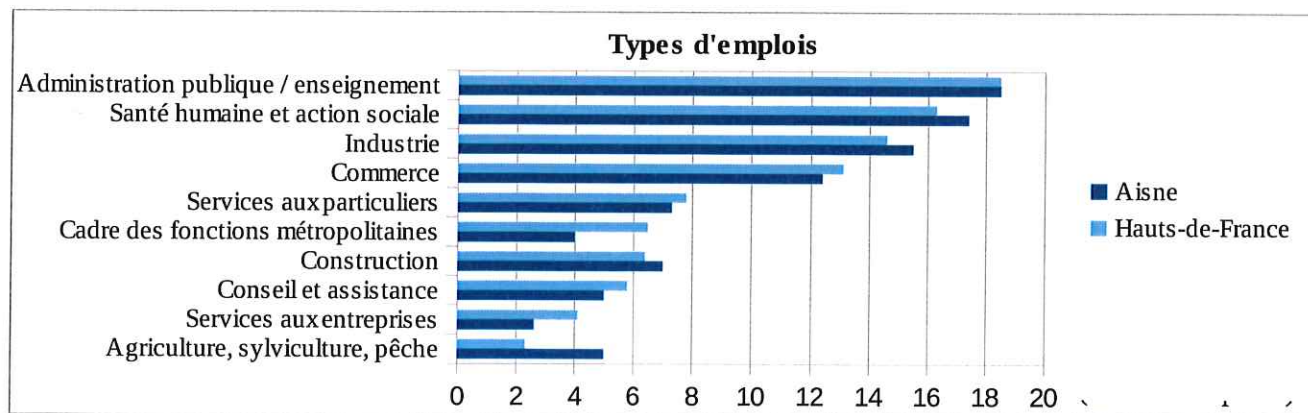
Le nord de l'Aisne compte moins de « navetteurs », mais possède le parc immobilier le plus ancien du département, plaçant les ménages dans une situation de forte vulnérabilité énergétique liée au logement.

Ces ménages, dont la part du budget consacré à l'énergie est importante, sont ainsi particulièrement sensibles aux variations des prix des énergies.

## ♦ La typologie d'emplois dans l'Aisne : une surreprésentation des ouvriers et des employés

### Une offre d'emplois tournée vers les secteurs de l'industrie et de l'agriculture

En 2013, le département de l'Aisne offrait 174 500 emplois. Avec 244 000 actifs axonais, il existe un déséquilibre entre la population active et le nombre d'emplois accessibles, expliquant le fort taux de chômage ainsi que le nombre important de navetteurs se rendant à l'extérieur du département.

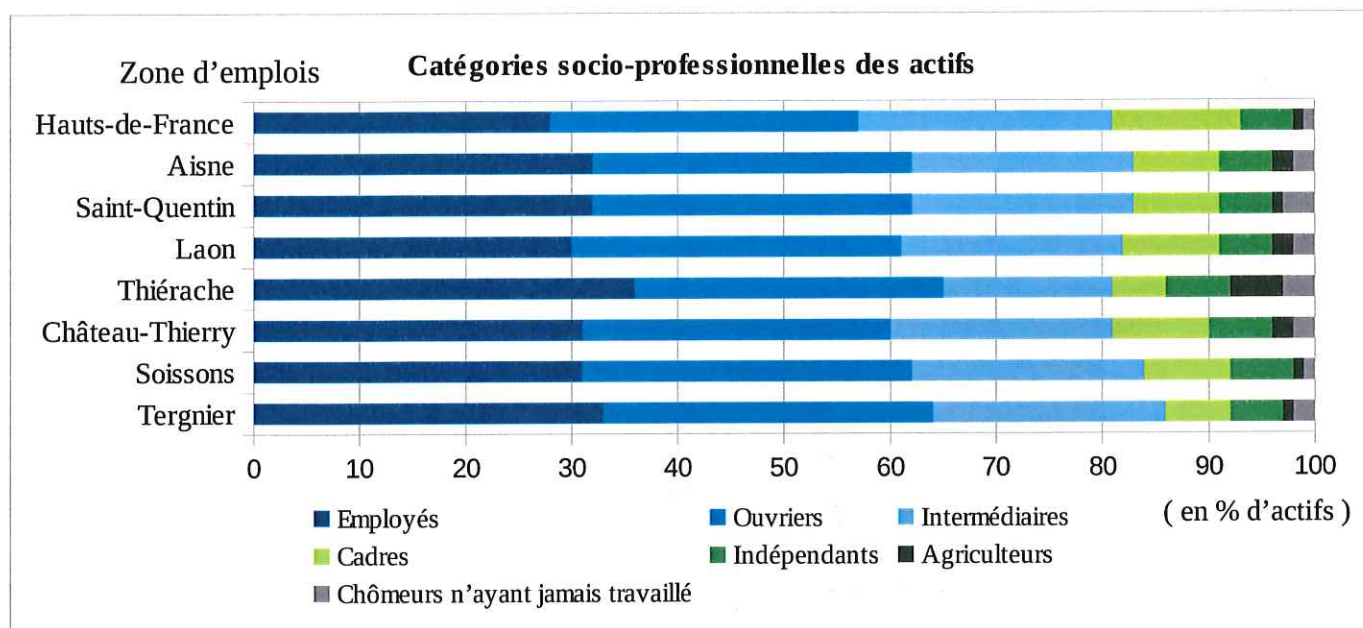


La répartition des types d'emplois proposés dans l'Aisne montre, comparativement à la région Hauts-de-France, une forte part d'emplois dans l'industrie, l'agriculture et la construction. De nombreux emplois sont également proposés dans le domaine de la santé humaine et de l'action sociale, du fait des difficultés sociales rencontrées dans l'Aisne.

L'Aisne se distingue également par sa faible part d'emplois de cadres.



## Des catégories socio-professionnelles mettant en avant le déficit de cadres et de professions intermédiaires



Les actifs axonais sont majoritairement employés ou ouvriers. Ces catégories socio-professionnelles sont sur-représentées dans l'Aisne par rapport à la région Hauts-de-France. Le département compte également une moindre part de cadres, mais une plus forte proportion d'agriculteurs que la région.

Au regard de la répartition des emplois étudiée précédemment, les catégories socio-professionnelles dans l'Aisne sont en adéquation avec les types d'emplois proposés.

Des différences significatives apparaissent selon les zones d'emplois. A titre d'exemple, c'est en Thiérache que nous trouvons le plus d'ouvriers et d'employés (et de fait le moins de cadres) et ce secteur compte une forte part d'agriculteurs. Son caractère rural, avec seulement quelques petits pôles d'emplois, explique cette répartition.

C'est dans les zones d'emplois de Château-Thierry, Laon et Soissons que nous trouvons le plus de cadres. En lien avec les déplacements domicile-travail, il est nécessaire d'indiquer que certains cadres résident dans ces secteurs, mais travaillent dans les grands pôles métropolitains francilien et rémois.

## Un secteur économique pouvant s'appuyer sur un réseau de petites entreprises important

Part de l'emploi par catégorie d'entreprises					
	Aisne	Oise	Somme	Picardie	France
Microentreprises	20,0	17,9	17,8	18,4	19,4
Petites et moyennes entreprises	30,2	28,0	28,0	28,5	27,3
Entreprises de taille intermédiaire	24,7	25,4	26,9	25,7	22,2
Grandes entreprises	25,0	28,7	27,4	27,4	31,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : entreprises du secteur marchand hors agriculture

Sources : Insee, Esane, Lifi, Clap 2010

Le département de l'Aisne possède de nombreuses microentreprises et petites et moyennes entreprises. En effet, la moitié des emplois s'y trouve. Cette part est supérieure d'environ 3,5 points par rapport à l'ancienne région Picardie et au territoire national.

Ce réseau de petites entreprises est un atout d'un point de vue socio-économique, rendant le territoire axonais plus résilient face à d'éventuelles fermetures d'entreprises.

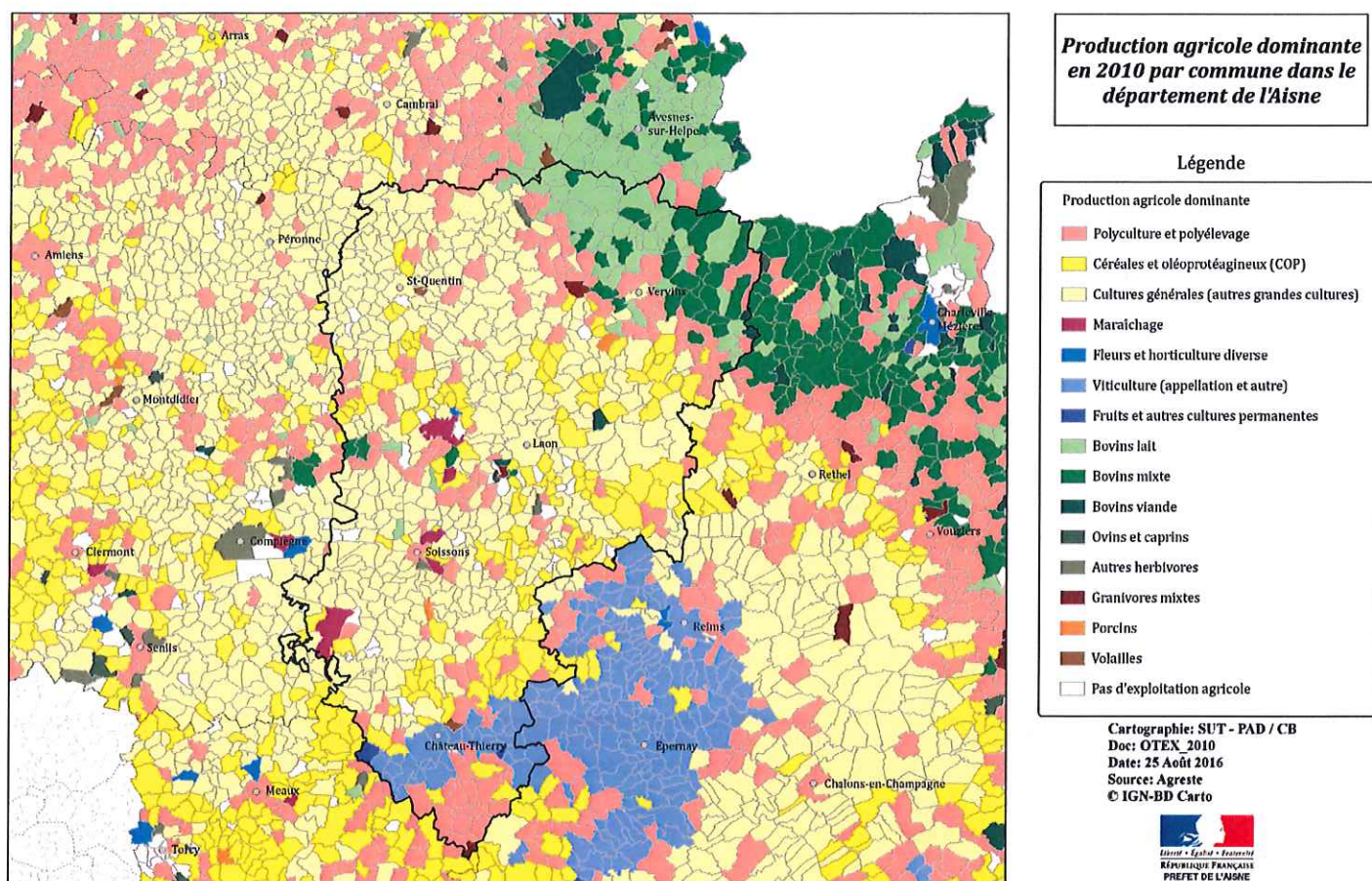


# ♦ L'Agriculture dans l'Aisne : un secteur économique essentiel

## Une filière agricole puissante et reconnue

L'agriculture axonaise joue un rôle essentiel dans l'activité économique de la région ce qui justifie particulièrement la préservation de ces espaces.

Avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 1,2 milliard d'euros, l'Aisne représente 19,3 % du chiffre d'affaires annuel agricole des Hauts-de-France. Les 7 800 emplois directs agricoles représentent 5 % des emplois du département, contre 2,3% pour les Hauts-de-France; auxquels s'ajoutent les emplois indirects axonais dans plus de 350 établissements (sachant qu'un emploi sur une exploitation engendre 4 à 5 emplois indirects liés à agriculture). Le poids de l'agriculture dans l'économie axonaise en fait un secteur économique essentiel du département.



Direction Départementale des Territoires de l'Aisne - 50, Boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex

Avec plus de 500 000 ha de SAU (Surface Agricole Utile), le département de l'Aisne est un territoire riche de grandes cultures, localisées sur la grande plaine agricole (traversant le département de la Champagne Picarde au Vermandois) et sur les plateaux du Soissonnais et du Tardenois.

L'Aisne bénéficie de productions agricoles performantes, et se place ainsi en tête de classement national sur plusieurs cultures agricoles, dont le blé en est la principale, représentant 37,3 % de la SAU. La culture de la betterave sucrière est l'autre fleuron de l'agriculture axonaise, le département produisant presque 15 % de la production française.

## PALMARES

### CLASSEMENT DE L'AISNE AU NIVEAU NATIONAL

- 1<sup>er</sup> pour les betteraves industrielles
- 2<sup>ème</sup> pour le blé tendre
- 2<sup>ème</sup> pour les salsifis et oignons de couleur
- 3<sup>ème</sup> pour les pommes de terre de féculerie
- 3<sup>ème</sup> pour les céréales et les protéagineux
- 4<sup>ème</sup> pour les carottes et les racines d'endive

Source : Agreste - Statistique agricole annuelle 2014



La Thiérache herbagère riche en bocage et terroir d'élevage, la Brie champenoise, zone mixte riche de coteaux viticoles ainsi que les collines du Laonnois qui mêlent cultures traditionnelles, grandes cultures et espaces boisés, apportent un peu de diversité dans les productions agricoles. Ces productions sont elles aussi reconnues via notamment les deux zones AOC, Champagne (39 communes concernées) et Maroilles (102 communes concernées).



Les productions agricoles axonaises sont accompagnées, via la présence d'industries agro-alimentaires, d'une riche filière de transformation, de conservation et de conditionnement des produits de l'agriculture.

Le département compte ainsi 78 établissements de 5 salariés minimum, dont certains sont des grands noms internationaux, des marques nationales ou des noms qui se développent.

## L'agriculture axonaise face aux évolutions socio-économiques et environnementales

La volatilité importante des prix des matières premières agricoles, la demande sociétale devant répondre aux valeurs du « bien vivre » et du « bien manger », ainsi que les préoccupations environnementales obligent la filière agricole à s'adapter.

Certaines exploitations agricoles axonaises cherchent de fait une voie vers les produits locaux et la diversité. Ainsi, en 2013, 431 exploitations pratiquaient une activité de diversification (transformation de lait, hébergement ou restauration par exemple) et 336 exploitations pratiquaient une commercialisation via des circuits courts (viticulteurs non inclus).

Cependant, le système agricole du département de l'Aisne, territoire de grandes cultures, peine à se transformer. En 2016, seuls 3498 hectares, soit 0,7 % de la SAU axonaise, étaient dédiés à des surfaces certifiées bio ou en conversion, contre 1,2 % pour les Hauts-de-France, région elle-même classée au dernier rang français.

## Le pôle IAR : un atout majeur

Les évolutions réglementaires et technologiques, ainsi que la concurrence entre entreprises dans un contexte de mondialisation des marchés économiques, incitent les entreprises agro-alimentaires à renforcer les capacités de leurs salariés en les formant sur des compétences spécifiques et sur une plus haute technicité, mais aussi à investir dans la recherche et le développement.

En ce sens, la présence du siège du pôle de compétitivité industries et agro-ressources (IAR) dans l'Aisne est un atout majeur sur lequel il convient de s'appuyer. Ce pôle agit en faveur de la création de nouveaux produits, services et procédés innovants dans la valorisation du végétal, avec comme objectif de proposer une large gamme de produits bio-sourcés et de devenir une référence européenne pour la valorisation des agro-ressources. Le pôle fédère aujourd'hui plus de 200 acteurs de la filière agricole, des producteurs aux clients finaux en passant par les agro-industriels et les chimistes.

***Afin de rendre notre département résilient face à de possibles bouleversements socio-économiques, il est nécessaire de créer les conditions d'un développement économique à haute valeur ajoutée.***

***Cela passera nécessairement par un développement des filières et activités valorisant les ressources axonaises, notamment agricoles et naturelles.***



# **Les enjeux de l'État pour le département de l'Aisne**







# Une vision stratégique de l'aménagement des territoires de l'Aisne

L'Aisne est le plus étendu des départements des Hauts-de-France mais également celui qui compte le moins d'habitants. Ce département, traversé par des infrastructures autoroutières (A4, A26, A29) et deux routes nationales structurantes (RN2, RN31), se trouve de par sa situation géographique, aux confins de trois régions (Île-de-France, Grand-Est et Hauts-de-France). Bien que structuré en réseau autour de villes de taille moyenne (Saint-Quentin, Laon, Soissons, Chauny-Tergnier, Château-Thierry) qui offrent chacune un pôle d'emploi avec souvent une spécificité propre et un niveau de service et d'équipements satisfaisants, et malgré un emploi agricole encore très présent (4,5 % de l'emploi départemental), la situation socio-économique que connaît le département de l'Aisne se traduit par une série d'indicateurs alarmants : taux élevé de pauvreté, surendettement des ménages, taux de chômage qui atteint 14 % (contre 10 % au niveau national), forte proportion de jeunes en situation d'illettrisme, avec 7,3 % des jeunes en grave difficulté de lecture.

Néanmoins la qualité de son environnement, la richesse de son patrimoine, l'évolution des aspirations des ménages devant les effets de la mondialisation, pour une alimentation plus saine, pour une économie plus sobre, plus solidaire, ouvrent de nouvelles opportunités pour ce territoire, dont les effets sont aujourd'hui visibles.

En effet, du fait de sa proximité avec les bassins d'emploi de la région Île-de-France et rémoise, le département de l'Aisne se trouve soumis à des influences extérieures multiples et croissantes qui conduit d'une part à ce qu'une forte proportion des actifs axonais soit contrainte d'exercer une activité professionnelle dans la Marne et en Île-de-France et, d'autre part, du fait d'un prix du foncier attractif, à ce que nombre de marnais et de franciliens choisissent de résider dans l'Aisne en y réalisant leur projet d'accession à la propriété, le plus souvent en frange du département.

Ce regain d'attractivité pour le département de l'Aisne ne doit pas masquer une certaine réalité. La ruralité, ou plutôt les ruralités, connaissent aujourd'hui de nombreuses crises nécessitant des réponses adaptées. Comment remédier à ces crises, et en particulier à la crise agricole dont le secteur est en plein bouleversement ? Comment revitaliser les centres-bourgs de notre territoire, territoires exposés à une forte vacance commerciale et de logement, notamment dans le parc privé ? Comment mettre en synergie son réseau important de PME ? Comment valoriser sa biomasse agricole et forestière tout en préservant son cadre de vie et donc son identité ?

Faire face à ces crises nécessite de mieux armer ce territoire, de le rendre plus résilient, de renforcer son attractivité. Redynamiser la ruralité du département de l'Aisne nécessitera d'engager une réelle dynamique de transformation de ce département, de mettre en réseau les acteurs locaux et de renforcer les coopérations et partenariats avec les territoires voisins. Redynamiser la ruralité de ce territoire, c'est aussi inciter les acteurs locaux à construire des projets politiques de territoire à l'échelle des bassins de vie. Le morcellement actuel, à travers de nombreux SCOT

sur des territoires de petite taille (échelle de l'EPCI), ne favorise pas cette coopération et donc la mise en œuvre de réponses adaptées aux besoins de la population et des acteurs économiques.

Transformer ce territoire impose de redonner confiance aux acteurs locaux dans les potentialités de leur département et de consolider les dynamiques territoriales à l'œuvre. Un développement territorial cohérent impose de faire du numérique une priorité, de favoriser la mobilité interne au département mais également vis-à-vis des territoires limitrophes, à travers une offre de services adaptée à une population vieillissante et à des jeunes actifs contraints à la mobilité, de renforcer l'accès aux services et aux soins, de diversifier et de rénover le parc de logement, notamment à partir de matériaux locaux valorisant l'importante biomasse agricole et forestière et les retombées du pôle IAR.

Transformer ce territoire impose également de renforcer la communication et d'améliorer son image. L'Aisne dispose de nombreux atouts qu'il convient de mieux valoriser : son espace préservé, son identité, son potentiel de qualité de vie, d'offre de services accessibles à tous, dans des territoires où il fait bon vivre, dans des paysages d'exception, avec ses richesses gastronomiques, écologiques et patrimoniales.

Transformer ce territoire nécessite aussi de le préparer à une agriculture qui se veut plus compétitive, plus durable, plus concurrentielle, moins subventionnée, ce qui doit conduire la profession agricole à faire évoluer ses modèles économiques dans l'objectif de créer de la valeur ajoutée sur les territoires afin de faire face à une compétition croissante sur les marchés internationaux. L'agriculture doit se développer au-delà des débouchés alimentaires avec de nouveaux marchés tels que la chimie, les bioplastiques mais aussi la construction et la rénovation du parc immobilier. L'agriculture, par la mobilisation de certaines ressources nécessaires à son activité de production, entre en compétition avec d'autres activités économiques. La ressource foncière fait partie de ces ressources en tension qui nécessitent une gestion fine et cohérente afin de favoriser un développement économique durable des territoires.

Une bonne connaissance des enjeux territoriaux est le socle d'une stratégie d'aménagement durable, efficacement favorable au développement du département de l'Aisne. C'est ce à quoi s'emploie le présent document, dans lequel sont examinés ci-après les enjeux territoriaux majeurs pour porter une vision stratégique, prospective et ambitieuse pour le département de l'Aisne.



# **Redynamiser la ruralité : un enjeu crucial pour le département de l'Aisne**

La ruralité, ou plutôt les ruralités, connaissent aujourd'hui de nombreuses difficultés. Le péri-urbain n'est pas la campagne, le pays de Thiérache n'est pas la Vallée de la Marne, et chacun de ces territoires rencontre des crises qui lui sont propres, nécessitant d'adapter le portage des politiques publiques et les réponses politiques en matière d'aménagement du territoire, de dynamiques territoriales.

Comment remédier à ce manque de dynamisme, et en particulier à la dévitalisation des centres-bourgs, au manque de services à la mobilité, au vieillissement de la population....? Quel appui apporter aux populations rurales, confrontées à une précarité socio-économique importante ?

Redynamiser la ruralité axonaise doit passer par la construction de projets politiques des territoires à l'échelle des grands bassins de vie axonais, des projets ensembliers, articulant plus particulièrement cinq thèmes essentiels, composants élémentaires de l'aménagement de ces territoires spécifiques : la mobilité, le numérique, les services, l'habitat, l'urbanisme durable.

## **■ Favoriser la mobilité des populations vivant en milieu rural**

### **• Définir une politique déterminée et cohérente de développement des transports collectifs dans les territoires ruraux**

Dans un monde de plus en plus connecté, où les néo-résidents axonais ont le plus souvent un mode de vie de rurbains plutôt que de néo-ruraux, leur souci de mobilité correspond à un besoin essentiel.

Dans les espaces ruraux, la question de la mobilité conditionne aussi bien le potentiel de développement économique et de l'emploi, que l'intégration sociale, l'égalité d'accès aux services publics et le respect de l'environnement. Elle constitue donc un enjeu global de développement territorial durable.

Pour porter un regard pertinent sur les questions de mobilité, il est nécessaire de distinguer plusieurs typologies de l'espace rural :

- les communes périurbaines, zones rurales incluses dans des espaces à dominante urbaine ;
- les zones rurales sous faible influence urbaine ;
- les pôles ruraux et zones rurales isolées.

Dans les communes périurbaines, les demandes de mobilité sont dominées par les migrations alternatives journalières vers les villes ou agglomérations centres (essentiellement pour le travail ou l'éducation). C'est le cas des habitants des communes des aires urbaines de Saint-Quentin, Laon, Soissons et Château-Thierry qui se déplacent quotidiennement vers ces pôles urbains et qui ont donc besoin de services à la mobilité qui soient efficaces et durables. Ces besoins sont de plus en plus satisfaits par une extension des réseaux urbains. Les impératifs de gestion des marchés locaux de l'emploi expliquent cette évolution.

Pour les zones rurales sous faible influence urbaine, les déplacements vers les centres urbains sont plus épisodiques. Leur périodicité va généralement de la semaine (second cycle de l'enseignement secondaire et enseignement supérieur) au mois (accès aux commerces et aux services urbains spécialisés). Les habitants du secteur de Chauny-Tergnier en sont un exemple. Cependant, depuis une décennie, la part des migrations alternatives journalières s'y est sensiblement accrue, avec des coûts financiers et écologiques très importants.

Les pôles ruraux et zones rurales isolées ne sont concernés que de façon marginale par ces migrations alternatives journalières et les déplacements vers les centres urbains sont eux-mêmes rares, mais croissants.

Ainsi, les habitants de Thiérache, secteur très rural où l'activité agricole est prépondérante, n'effectuent que peu de déplacements domicile-travail, mais doivent effectuer des déplacements plus importants dès lors qu'il s'agit de satisfaire leurs besoins, toujours croissants, en termes de services de santé, d'accès à l'enseignement, à la culture ou aux loisirs.

Des demandes très spécifiques émanent aujourd'hui des néoruraux, citadins récemment installés et conservant

octobre 2017

souvent une relation professionnelle plus ou moins forte à leur ancien lieu de résidence. Le télétravail ne répond qu'imparfaitement à leurs impératifs professionnels et ils ont fréquemment besoin de se rendre dans des lieux où ils peuvent accéder à des moyens de transport au long cours (aéroports, gares TGV). L'option pour la ruralité constituant pour eux un choix global de vie, bien qu'ils soient nourris de culture urbaine, il s'agit de populations dont le niveau d'exigence en matière de services collectifs est relativement élevé. Bien sûr, ce type de demandes est loin d'être majoritaire dans les zones rurales concernées, mais il s'agit d'un « signal faible », qui augure des évolutions à venir. Ces évolutions sont d'autant plus probables au vu du flux croissant de néo-résidents franciliens et rémois qui viennent s'installer au sud du département et qui effectuent quotidiennement de longs trajets domicile-travail pesant sur leur budget comme sur leur qualité de vie.

Au regard de ces éléments de contexte, une politique déterminée et cohérente de développement de solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle dans les territoires ruraux est le modèle même d'une démarche globale de développement durable, car elle contribue à la fois à la compétitivité économique, à la cohésion sociale et à la mise en valeur environnementale desdits territoires. Au regard de la lutte contre le réchauffement climatique, la mise en place sur l'ensemble du territoire d'alternatives à l'usage du véhicule individuel, adaptées à la faible densité et à la multipolarité du territoire, est un impératif. L'offre de services de mobilité doit être adaptée aux enjeux de flux et d'aménagement du territoire, avec une priorité au maintien des infrastructures existantes, et dans une logique de développement de nouveaux services.

Pour cela, l'offre de transport alternatif doit être économiquement et fonctionnellement attractive et la mobilité fluide. Ainsi, seule une politique globale permettra de capitaliser le foisonnement des initiatives engagées en matière de mobilité et de transports dans les territoires ruraux, en levant les obstacles qui contrarient leur efficacité.

- **Décarboner le transport**

Le Plan Climat présenté par le ministre de la Transition Écologique et Solidaire prévoit une augmentation accélérée du prix du carbone pour les 5 années à venir. Il apparaît donc nécessaire de pallier l'augmentation de la facture énergétique en décarbonant le transport, et ce afin d'éviter de fragiliser plus encore des ménages axonais déjà aujourd'hui trop souvent en situation de précarité énergétique.

Agir en la matière demande de promouvoir le développement de transports urbains respectueux de l'environnement (navettes au sein des intercommunalités), privilégiant les navettes 100 % électrique (exemple de la navette BE GREEN – CA du pays de Laon), plus encore l'usage des véhicules électriques par l'installation de bornes de recharge (L'USEDA agit activement en ce sens), de lignes de transports en commun (en augmentant notamment la fréquence et l'efficacité, deux freins majeurs au changement de comportement), de transports à la demande, d'auto-partage et de co-voiturage, de l'éco-conduite (des applications pour l'éco-conduite en développement), d'accès partagés aux parkings. Pour ce faire, il convient de veiller à la prise en compte des problématiques liées au transport durable lors de l'élaboration de projets d'aménagement.

Parmi les infrastructures à développer, il convient par ailleurs de mentionner le réseau des Véloroutes. Le conseil départemental de l'Aisne poursuit activement la mise en œuvre du schéma départemental. Au nombre de ces véloroutes figurent des axes d'importance nationale (N16 de Reims à Abbeville – Baie de Somme et N15 de Paris à Strasbourg) et même un itinéraire européen (E3 de Paris à Moscou).

Le principal enjeu de ces véloroutes est un enjeu touristique et de qualité de vie, pouvant localement offrir l'opportunité de déplacements domicile-travail en mode doux.

La mise en place d'un service de transport de meilleure qualité et à la hauteur des enjeux de mobilités dans les territoires de l'Aisne est indispensable au sein d'un département où les actifs sont particulièrement mobiles (observation des distances moyennes domicile/travail).

- **Mettre en place des services à la mobilité efficaces**

Les services à la mobilité devront également permettre aux axonais une connexion plus efficace avec les régions voisines, particulièrement pour les actifs travaillant hors du département.

En effet, les territoires du sud-ouest de l'Aisne, sous influence francilienne, sont bien connectés avec la région Île-de-France, par contre les liaisons internes à la région des Hauts-de-France sont insuffisantes. Une connexion du sud de l'Aisne avec les autres territoires des Hauts-de-France constitue donc un enjeu de cohésion territoriale pour le territoire départemental.



Au sud-est de l'Aisne, les territoires ruraux sous influence rémoise sont confrontés et parfois subissent l'arrivée de nouvelles populations de manière dispersée, sans réelle polarité en matière de services, et avec une gouvernance territoriale faible. C'est particulièrement dans cette partie du territoire qu'il est important d'encourager à inventer les mobilités de demain pour conjuguer la forte attraction de Reims avec les enjeux d'aménagement du territoire axonais.

Le reste du département, moins influencé par les bassins d'emplois et les populations extérieures, connaît une situation critique sur le plan social et économique, avec un affaiblissement des pôles urbains et un faible dynamisme.

Face à ces constats, de nouveaux moyens de se déplacer doivent être proposés à la population pour renforcer les solidarités et les complémentarités entre espaces. L'enjeu de développement de la mobilité en interne au département s'inscrit ainsi dans un autre enjeu de développement des synergies et complémentarités entre les principaux pôles urbains axonais. En ce sens, les territoires ruraux ont besoin de se raccorder autour de la RD1, véritable « colonne vertébrale » du département, qui relie les villes moyennes structurant le développement urbain du département : du sud au nord, Château-Thierry – Soissons – Laon – Chauny-Tergnier-La Fère – Saint-Quentin.

## ■ Renforcer l'accès aux services et particulièrement au numérique

Complémentaire de l'enjeu précédent, il s'agit ici de faire venir les services sur le territoire ou à défaut de briser certaines limites administratives (franges rémoise ou francilienne) qui entravent parfois l'accès à des services proches géographiquement mais situés dans une autre entité administrative (cas des écoles primaires par exemple).

Le caractère essentiellement résidentiel des territoires les plus ruraux s'accompagne localement d'un fort déficit en services au public. Bien que l'offre de services de proximité soit bien répartie sur le territoire axonais, un manque important en termes de services de santé, d'enseignement supérieur, d'équipements sportifs et de loisirs se fait sentir.

L'attractivité de ces territoires vis-à-vis de populations aux profils variés passe par le maintien d'une offre de proximité et par le renforcement et l'accessibilité des services supérieurs. L'arrivée de nouvelles populations représentera une ressource économique potentielle si les territoires considérés parviennent à la capter, pour la réinjecter localement dans les commerces, services de proximité... L'économie résidentielle constitue un réel gisement économique à développer, notamment pour les territoires sous influences francilienne et rémoise.

Parallèlement à la demande forte en termes de services qualitatifs, l'offre et la demande en e-services se développent. La part importante de résidents axonais travaillant dans des pôles d'emploi extérieurs au département génère chez eux une frustration croissante : lorsque les débits internet observés sur leur lieu de travail deviennent très supérieurs à ceux de leur lieu de résidence, les territoires axonais considérés vont se trouver rapidement confrontés à une demande sociétale forte exprimée par ces néo-résidents au mode de vie de rurbains, en particulier. Ainsi, l'accès au Très Haut Débit (THD) constitue une préoccupation majeure des habitants comme des entreprises de l'Aisne.

De fait, l'accessibilité aux services numériques et la résorption de la fracture numérique représentent une priorité de tout premier plan pour redonner confiance aux territoires ruraux. L'effacement des zones blanches pour la téléphonie mobile est également une nécessité revêtant ce même enjeu.

Améliorer les conditions d'accès à internet, particulièrement en zone rurale, est en outre déterminant alors que plus en plus de démarches auprès des services publics se font et se feront par voie dématérialisée.

Seules les zones urbaines ont aujourd'hui l'assurance de bénéficier d'un déploiement de la fibre optique, permettant d'atteindre le THD, par les opérateurs privés sur fonds propres. Sans intervention publique, des territoires parmi les moins denses risquent fort de rester à l'écart de ces infrastructures structurantes pour leur développement économique et leur attractivité. Ces infrastructures s'avèrent de plus en plus indispensables à la vie des citoyens. Face au risque de fracture numérique entre les zones denses et les zones plus rurales, apparaît la nécessité d'instaurer un réseau d'acteurs structuré autour de l'opérateur l'USEDA, et qui repose sur la mise en commun du projet départemental pour aboutir rapidement à une couverture intégrale en fibre optique. Elle seule permettra de généraliser l'accès durable pour tous selon leur besoin propre de débit, aux nouveaux usages : santé, économie, éducation, transport, e-commerce...



## ■ Diversifier et améliorer le parc de logements afin de l'adapter aux besoins et aux ressources des ménages et ainsi favoriser leurs parcours résidentiels

En matière de logement, le département de l'Aisne présente une image relativement contrastée, les territoires de la partie sud présentant plutôt un marché sous tension, tandis que la partie nord apparaît très détendue.

À ce contexte particulier s'ajoute le besoin de diversification de l'offre de logements afin de répondre aux attentes et aux moyens des ménages durant leur vie et ainsi leur permettre d'effectuer un parcours résidentiel ascensionnel. Enfin, la lutte contre l'habitat indigne, contre la vacance et pour la réhabilitation thermique du parc de logements, constituent des leviers vertueux combinant de façon équilibrée les piliers du développement durable.

Au regard de la pauvreté qui touche une large partie de la population axonaise, il est également nécessaire que le parc public puisse proposer, en se substituant à un parc privé indigne jouant le rôle de parc social de fait, une offre très sociale plus importante : les PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration), destinés aux ménages les plus démunis, seront ainsi à privilégier.

Pour répondre à la problématique de la vacance du parc privé dégradé, ceci valant sur l'ensemble du territoire du département, il est opportun de développer une offre de logements à travers les opérations d'acquisition-amélioration, (le cas échéant de redimensionnement) de ces logements vacants et/ou dégradés, par les bailleurs sociaux. Elles contribuent ainsi à la politique de lutte contre l'étalement urbain et permettent de reconquérir et revitaliser les centres-bourgs en régénérant le tissu bâti défavorisé, parfois même en remettant en valeur une architecture vernaculaire. Ces opérations qui apparaissent ainsi vertueuses, n'en demeurent toutefois pas moins risquées dans la mesure où les travaux sur les bâtiments anciens induisent fréquemment durant le chantier, des aléas difficilement prévisibles. Ces opérations de nature à proposer des habitations de caractère donc attractives devront être encouragées et aidées de façon prioritaire dans l'Aisne.

### • Redynamiser un marché très détendu du logement dans la partie nord du département

Confronté à un phénomène de déclin (baisse démographique, hausse de la vacance structurelle du parc privé et du parc social), le secteur nord du département de l'Aisne appelle un accompagnement renforcé à travers, d'une part, la réhabilitation du parc obsolète ou dégradé et la concentration des constructions nouvelles de logements dans les aires urbaines connectées du nord et, d'autre part, l'exploitation de la richesse environnementale des secteurs ruraux.

Compte tenu de la dynamique négative que connaît le secteur nord est du département de l'Aisne, il apparaît illusoire de parier sur une arrivée massive de nouveaux ménages à court terme : la stratégie en matière d'habitat doit être ciblée pour porter ses fruits. La priorité est donc de restaurer l'attractivité résidentielle des villes-centre.

Au regard de la vacance du parc de logements de moindre confort, leur renouveau doit d'abord passer par une politique de lutte contre la vacance du parc privé, souvent localisée au sein des centres-villes, destinée à remettre sur le marché des biens proposés à la location ou à la vente, mais hors marché de fait car inadaptés à la demande (obsolètes, dévalorisés, etc) en impulsant une dynamique de régénération du bâti.

La problématique de la vacance du parc privé doit également reposer pour les acteurs locaux (commune, EPCI, etc.) sur une stratégie d'achat – restructuration de biens immobiliers : seuls ces acteurs ont en effet la capacité financière ou technique nécessaire pour acquérir puis transformer un parc souvent constitué d'habitat collectif obsolète, pour lequel les aides de l'ANAH ne seront pas suffisantes.

Par ailleurs, compte tenu d'une offre sociale déjà présente et d'une faible pression en la matière, une production nouvelle de logements sociaux sera à justifier en secteurs détendus, en particulier sur les communes les plus éloignées des villes centres. Au regard des taux de vacance constatés dans le parc social, il convient également davantage de redimensionner et de moderniser le patrimoine existant : outre la démolition possible de la partie du parc la plus obsolète, des opérations de requalification et de restructuration doivent être envisagées afin de mieux répondre aux attentes des ménages.

Au regard de la concentration de logements anciens et vétustes construits avant 1949 comme c'est le cas en Thiérache, à laquelle s'ajoute une proportion non négligeable de logements construits avant 1915, couplées à la



pauvreté des propriétaires occupants, la lutte contre la précarité énergétique, via la réhabilitation thermique du parc de logements, constitue également une priorité en matière d'habitat.

- **Promouvoir une croissance intelligente au sud du département**

Offrant un cadre de vie rural agréable et un foncier financièrement plus accessible, le secteur sud de l'Aisne, notamment dans ses parties sous influence rémoise ou francilienne, voit aujourd'hui sa population augmenter et l'offre de logements neufs, principalement de type maison individuelle, s'accélérer sous la pression de nouveaux ménages venus le plus souvent de grands pôles d'emplois extérieurs au département. Cette croissance ne doit pas nécessairement être freinée puisqu'elle répond à un besoin actuel mais doit néanmoins être encadrée pour assurer sa pérennité à travers un recentrage de son développement et une diversité accrue de l'offre de logements.

Le rythme de construction soutenu constaté annuellement sur l'ensemble du secteur considéré entraîne une importante consommation d'espaces naturels et ruraux et une extension de l'artificialisation des sols provoquée par une offre de logements diffuse. Compte tenu des risques qu'un tel mode de développement fait peser (imperméabilisation des sols, fragmentation des milieux naturels, adaptation future de l'habitat diffus aux parcours résidentiels, extension coûteuse des réseaux, etc), il convient de concentrer le développement de ce secteur autour de communes desservies par les principaux axes ferroviaires et routiers.

À l'inverse, il apparaît souhaitable de mettre un terme à l'expansion de l'offre nouvelle qui s'est développée de manière diffuse, sur des communes en territoires détendus, éloignés des voies de communications et dépourvus de services de proximité, et qui ne constituent pas des territoires appropriés pour accueillir une offre supplémentaire de logements. Le développement de cette dernière, constituée principalement de maisons individuelles, ne répondrait pas à la nécessité de mener de front politique du logement et mutations sociétales et économiques (rapprocher le logement des zones d'emploi et rapprocher les personnes âgées de lieux de vie, des commerces et des services).

Enfin, compte tenu de la forte pression de la demande de logement social observée en 2015 (moyenne de 3,3), combinée à un faible taux de vacance du parc social, il convient que le territoire du sud de l'Aisne puisse répondre qualitativement et quantitativement aux besoins en la matière : l'offre du parc social devra notamment favoriser les petites et les moyennes typologies, les logements adaptés à la perte d'autonomie en faveur des personnes âgées et être obligatoirement localisée dans des communes disposant déjà d'infrastructures et de services.

## ■ **Promouvoir les entreprises en milieu rural**

L'émergence de nouveaux modèles économiques d'entreprises sur les territoires ruraux est à la croisée des chemins entre le développement durable et le développement local. L'économie des territoires conditionne l'ensemble de nos modes de vie et, par là-même, l'impact sur les activités et sur l'environnement. Un changement vers une société plus durable au sein de la ruralité axonaise, requiert une transition adaptée au territoire, une définition et une mise en œuvre de politiques de rupture et d'innovation dans l'esprit d'expérimenter une ruralité rénovée, d'un point de vue socio-économique et environnemental.

Les nouveaux modèles économiques émergent, qui permettent d'interroger nos modes de vie et d'agir en faveur du développement territorial. Ils constituent autant de pistes à explorer et à encourager pour construire un modèle de développement adapté au contexte local : économie sociale et solidaire, économie circulaire, économie collaborative, économie de la fonctionnalité et de la coopération, économie verte, économie symbiotique, économie positive, verte, à énergie positive...

Une stratégie de communication permettrait de valoriser les entreprises du tissu rural axonais, méconnues alors que certaines sont des pépites d'entreprise innovante, et qui ont parfois un rayonnement mondial dans les recherches qu'elles mènent et dans les technologies qu'elles développent. C'est un facteur d'attractivité de notre ruralité, notamment pour de jeunes diplômés qui souhaiteraient s'installer dans l'Aisne.

## ■ **L'Aisne : un laboratoire potentiel pour la ruralité**

Le département de l'Aisne doit se saisir des atouts que lui confère son caractère rural, et se placer comme complémentaire vis-à-vis de ses voisins, aux dynamiques plus urbaines.

En étant innovant et en se plaçant comme territoire d'expériences, des projets liés à l'espace rural pourraient être

développés et apporter une expertise, par le biais de retours d'expériences, de communication. Le département de l'Aisne pourrait ainsi devenir un expert, une référence quant à la ruralité.

Ces expériences nécessitent la mise en place d'indicateurs de suivi et d'évaluation, qui permettront de rendre compte des réussites mais aussi des difficultés rencontrés lors de la mise en place d'innovations dans l'espace rural.

Les projets innovants et expérimentaux pourraient être une voie vers la diversité :

- La diversité des personnes : projets de mixité sociale, de mixité intergénérationnelle, passant notamment par l'habitat (mixité des formes d'habitat, proposition d'habitats intergénérationnels dans les bourgs....) mais aussi par les types de services proposés dans les communes rurales (micro-crèches, aide à domicile, aide à l'emploi, pépinière d'entreprises....)
- La diversité des fonctions (mixité fonctionnelle) en proposant des services et commerces variés et complémentaires entre bourgs.
- La diversité des activités en veillant à une implantation raisonnée des zones d'activités industrielles et commerciales, en maintenant et diversifiant l'activité agricole, en proposant des activités tertiaires au plus près des lieux de vie.
- La diversité des usages en veillant à maintenir et restaurer les espaces agricoles, naturels et forestiers, en variant les usages du sol dans le domaine de l'agriculture.
- La diversité des espèces (maintien et développement de la biodiversité en protégeant et restaurant les corridors écologiques, tant dans l'espace rural qu'urbain).

Il s'agit ainsi de favoriser et de soutenir les projets / porteurs de projets visant à apporter de la diversité dans les espaces ruraux, surtout s'ils en conjuguent plusieurs aspects (exemple des projets d'aménagement durable type écoquartiers et revitalisation des centres-bourgs qui lient mixité fonctionnelle, sociale et intergénérationnelle, réhabilitation de l'habitat ancien, maintien des espaces naturels et agricoles via la densification...).

De plus, par la mise en place de projets expérimentaux, et la recherche d'innovations, l'image de l'Aisne n'en serait qu'améliorée, perçue comme fabrique à idées, laboratoire vivant et, de fait, exemple à suivre dès lors qu'il s'agit de mettre en place des projets dans les espaces ruraux.

Notons également que les espaces urbains, foyers des actions qui pourraient être menées dans les espaces ruraux, et dans une recherche de complémentarité, sauraient quels atouts tirer de cet espace rural qui les entoure.



## **Renforcer l'attractivité axonaise : un enjeu autour d'une identité forte, d'une image positive**

L'image plutôt négative du département de l'Aisne, teintée de pauvreté et de retard dans le développement ou dans l'accès à la culture, affaiblit ce territoire dont les richesses sont méconnues. L'Aisne dispose clairement des atouts nécessaires pour fixer des entreprises, séduire des néo-résidents ou capter des flux de touristes, ceci dans un contexte émergeant où un nombre croissant de ménages issus de grandes agglomérations voisines aspire à la fois à un mode de vie plus sain et à un cadre de vie de meilleure qualité.

Pour être attractif, un haut niveau d'accessibilité est essentiel : il conviendra donc de renforcer les liaisons entre territoires, au sein de l'Aisne comme avec les territoires voisins. En ce sens, il apparaît nécessaire de conforter le réseau ferroviaire pour répondre aux besoins croissants de mobilité des Axonais, notamment en direction des bassins d'emploi franciliens, rémois ou lillois, et de moderniser nos infrastructures routières structurantes en les plaçant en capacité de desservir nos territoires avec une qualité de service rehaussée.

Par ses multiples sites dédiés au tourisme de mémoire, par sa richesse patrimoniale ou paysagère, l'Aisne dispose en outre, d'un réel capital à valoriser, à affirmer, à organiser plus encore afin que l'attrait touristique axonais prenne son plein essor.

Il convient également de valoriser les potentialités économiques du département. Il est ainsi nécessaire d'accompagner les milieux économiques afin de structurer ou de renforcer les filières et activités valorisant les ressources axonaises.

Le département de l'Aisne dispose enfin d'une attractivité résidentielle certaine, notamment dans sa partie sud, qu'il convient de renforcer en proposant une offre de logements adaptée, et notamment une offre sociale et très sociale. Une réhabilitation des centre-villes et centre-bourgs axonais les plus dynamiques est nécessaire. Cette revitalisation peut permettre une reconversion des friches urbaines mutables, en reconstruisant la ville sur elle-même. De plus, l'offre nouvelle de logements ainsi proposée serait au plus proche des pôles d'emplois, les rendant de fait plus attractifs.

### **■ Un réseau ferroviaire à conforter pour répondre aux besoins croissants de mobilité des axonais en direction des bassins d'emploi franciliens et rémois**

La situation géographique particulière du département de l'Aisne, notamment vis-à-vis de grands pôles régionaux et sa position sur la liaison Paris-Belgique, lui confère une place centrale en matière d'aménagement du territoire pour le nord-est de la France.

Ainsi, l'Aisne doit-elle s'affirmer comme carrefour des interconnexions entre les métropoles Francilienne, Rémoise, et Lilloise : ce territoire départemental devra donc être mieux desservi à moyen-long terme sur les liaisons ferroviaires inter-territoires et inter-métropoles.

La politique actuelle de l'État concentre les investissements sur les axes structurants, notamment Paris – Laon, Paris – Saint-Quentin – Maubeuge et Amiens – Laon.

Cela n'exclut pas que les acteurs des transports ferroviaires étudient une desserte entre Laon et Lille via Saint-Quentin sans changement, et place le département de l'Aisne sur une ligne ferroviaire entre Reims et Lille, desservant à minima Laon et Saint-Quentin, ceci, sans imposer aux voyageurs de multiples changements (Tergnier, Amiens...) ou un transit par Paris. La mesure de la demande potentielle de voyageurs sur cet itinéraire permettra de vérifier si une telle liaison ferroviaire s'inscrit dans une offre de déplacements multimodale sur un axe à fort potentiel de déplacement.

De même, les dessertes ferroviaires dans le département sont à entretenir et à moderniser, pour en assurer la viabilité, plus particulièrement s'agissant des axes structurants Paris-Laon-Hirson, dont l'importance demeure essentielle pour le désenclavement de la Thiérache, et Paris-Tergnier-Saint-Quentin, ainsi que la ligne Laon-Soissons-Villers-Cotterêts-Paris.

La desserte ferroviaire du sud de l'Aisne doit en outre être reconnectée au réseau de sa région, prenant en compte le fait que le Soissonnais et le Sud-Aisne sont connectés à l'Île-de-France et pas à la région Hauts-de-France ; des enjeux de mobilités alternatives au « tout-voiture » seront donc à envisager pour les Axonais qui se déplacent dans les Hauts-de-France.



Le pôle économique de Roissy-Charles-de-Gaulle est un des plus attractifs d'Europe, il représente à ce titre une source de développement économique pour les territoires avoisinants. Une demande émane d'ailleurs des collectivités locales pour la mise en place d'un lien ferroviaire direct du sud de l'Aisne à cette zone « La virgule », ce qui permettrait de connecter l'Aisne à l'aéroport international de Roissy-Charles-de-Gaulle, de renforcer l'économie résidentielle et l'attractivité du Soissonnais voire du sud de l'Aisne dans sa globalité. La ligne Laon-Paris croise une ligne rejoignant la gare de CDG, l'idée est donc d'envisager la mise en place d'un tel raccordement par comparaison au barreau Creil-Roissy. Il convient à ce titre, de rappeler qu'une analyse fonctionnelle et technique sur une telle connexion est inscrite dans le cadre du Contrat de Plan État-Région 2015/2020, ce qui permettra, via une bonne définition du besoin, de concevoir des services de mobilité soutenable.

Plus localement, des voies ferrées d'intérêt local (VFIL) sont exploitées dans l'Aisne, notamment, Guignicourt – Berry-au-Bac (cette voie dessert la Société des engrais K+S, producteur de matières premières et fertilisants), ou Artonges – Montmirail où se développe également un projet de train touristique.

## ■ Des infrastructures routières à moderniser, à remettre en capacité de desservir nos territoires avec une qualité de service rehaussée

Le département de l'Aisne se caractérise par deux traits saillants : d'une part il est fort étendu, et sa densité de population est relativement faible, d'autre part, sa position sur la route de la Belgique ou de l'Angleterre explique l'importance du trafic en transit, qu'il s'agisse de voyageurs ou de fret.

Rappelons qu'en France, le réseau routier domine encore très largement, assurant environ 80 % des déplacements de personnes et du transport domestique de marchandises.

Ainsi, la modernisation et la sécurisation de la Route Nationale 2 est à poursuivre, s'agissant d'un axe structurant du département et d'intérêt régional. Ceci permettra en effet de remédier à son niveau de service insuffisant au nord de Laon sur l'itinéraire Paris-Laon-Maubeuge-Belgique, en apportant des aménagements ponctuels, en homogénéisant ses caractéristiques géométriques.

Dans le même ordre d'idée, il convient de considérer la Route Nationale 31, liaison Rouen – Reims, également dénommée « route du blé », classée Grande Liaison d'Aménagement du Territoire (GLAT) dans le schéma national d'infrastructures de transport (SNIT).

Le rôle transversal de cet axe qui permet d'éviter l'agglomération parisienne, est à renforcer. De plus, cet axe pourrait constituer une alternative du grand contournement parisien, activable notamment en cas de crise de niveau interzonal.

Globalement, sur ces deux axes, la RN2 et la RN31, les réflexions devront se concentrer sur leur vocation en termes de multifonctionnalité.

Enfin, la RD 1032, axe de vie structurant, joignant les départements de l'Oise (Compiégnois) à l'Aisne (Chaunois) et croisant le tracé actuel du projet de canal Seine Nord Europe, serait à renforcer et à homogénéiser en termes de capacité, afin de faire émerger le long de cet axe une dynamique commerciale.

## ■ Une richesse paysagère et patrimoniale à faire découvrir

Promouvoir une image positive de l'Aisne, riche de ses paysages singuliers, de ses secteurs vallonnés, boisés, de ses attraits touristiques pittoresques liés aux richesses d'un environnement vert, forestier, préservé, chargé d'histoire, représente un défi majeur pour le département. La ruralité axonaise ne doit désormais plus souffrir d'un déficit d'image, tourner résolument le dos à un certain climat d'« Aisne bashing » ambiant. Elle dispose à la fois d'atouts nombreux et variés pour donner envie à de nouveaux ménages de s'installer et à des vacanciers de venir découvrir nos territoires. Il est essentiel que s'installe un nouveau climat de confiance, et qu'ainsi l'ensemble des acteurs construisent, et soient porteurs, d'une image positive de l'identité axonaise, largement fondée sur sa ruralité.

Pour bien prendre la mesure de cet enjeu notamment sur le plan de la richesse environnementale, il convient de rappeler que le département conserve une biodiversité considérable avec :

- près de 6 000 espèces sauvages indigènes,
- 18 sites Natura 2000 assez bien répartis sur l'ensemble du département et couvrant une surface totale d'un peu plus de 35 000 ha, dont une grande partie en forêt domaniale,



- 3 réserves naturelles nationales,
- 2 réserves naturelles régionales.

## ■ Développer et valoriser un tourisme vert/écotourisme (sport-santé-nature-culture) comme facteur d'attractivité

Le tourisme vert connaît un essor important auprès des vacanciers français depuis les années 1990. Celui-ci propose des sites en pleine nature, dans un environnement ou un site protégé, avec des activités écologiques telles que randonnées, parcours de VTT, vacances à cheval, stage de découverte de la faune et de la flore....

Pour développer efficacement et durablement le tourisme vert axonais, un effort de cohérence apparaît nécessaire entre le développement des véloroutes, voies vertes et chemins de randonnées et la présence d'espaces naturels type zones Natura 2000 et ZNIEFF, ainsi qu'avec les lieux touristiques majeurs. En ce sens, et conformément au Schéma départemental "véloroutes, voies vertes", il conviendrait de développer prioritairement les véloroutes passant par les monts du Laonnois et la vallée de la Marne, ainsi que le tronçon de l'eurovéloroute n°3 reliant Guise à Ribemont qui longe la rivière Oise. Le maillage complémentaire prévu dans le schéma départemental permet de rendre cohérents des parcours touristiques sur l'ensemble du département, en liant divers sites présentant un réel attrait touristique. La mise en place d'un réseau de gîtes ou de fermes auberges avec un label régional identitaire utilisant les produits du terroir (Thiérache, vallée de la Marne) compléterait utilement un tel dispositif.

Le patrimoine axonais propose une lecture culturelle de son territoire. Il est nécessaire de mettre en avant ses spécificités dans l'optique de valoriser ses potentialités. Il peut être un levier de développement local et un ferment d'innovation (par exemple, intérêt pour les acteurs locaux d'entretenir un paysage, tel que le bocage, tout en développant une filière de valorisation du bois déchiqueté pour alimenter les systèmes de chauffage). Il convient de valoriser les sites patrimoniaux dans leur dimension spatiale pour assurer une attraction aussi bien interne qu'externe au département et attirer les investisseurs et le tourisme. Il apparaît ainsi utile de mettre en place des circuits de découverte reliant différents éléments patrimoniaux, en instaurant des services de réservation de séjours en ligne, créations de gîtes.... (associations du secteur du tourisme ayant des objectifs économiques et de protection de l'environnement, groupement d'élus...).

## ■ Renforcer l'attractivité du territoire pour valoriser les potentiels économiques et faciliter l'accès aux emplois locaux

Passer d'une attractivité résidentielle spontanée, voire subie, à une attractivité choisie et maîtrisée des territoires ruraux, permettra au département de connaître de réelles retombées en matière d'emplois et de richesses créées. Pour cela une transformation de l'image du territoire départemental est nécessaire, visant à mettre en avant la richesse des atouts et spécificités de chacun des espaces qui le composent. Il est essentiel que cette nouvelle image de dynamisme soit élaborée de manière partagée et portée ensuite par l'ensemble des acteurs.

L'attractivité résidentielle induit une ressource potentielle constituée des revenus des habitants, notamment des retraités, et des touristes qu'il convient de mieux capter en développant une offre de services accessible en milieu rural, grâce notamment à l'essor du numérique (télé-médecine, télé-travail, e-commerce, domotique ....).

Le caractère rural de l'Aisne a certes vocation à attirer les activités économiques dans le domaine agricole. Avec l'évolution de la demande sociétale pour une alimentation saine et locale, il est intéressant pour développer notre ruralité d'accompagner également les professionnels dans une diversification des systèmes de production, en intégrant de nouvelles formes de production et de commercialisation, en développant les circuits courts et l'approvisionnement local, notamment pour la restauration collective.

## ■ Rapprocher l'offre de logements des aires d'emplois

Au nord du département, au vu de la faible demande en logements et du nombre d'emplois proposés, l'offre nouvelle de logements doit être dosée avec beaucoup de prudence sur des produits et des secteurs bien précis et adaptés aux seuls besoins du territoire : face à la diminution de la taille des ménages, les typologies moyennes à petites sont ainsi à privilégier. L'offre adaptée au vieillissement est également à prévoir pour permettre aux personnes âgées de se maintenir le plus longtemps possible à domicile, ce qui sous-tend le respect des normes d'accessibilité pour permettre de répondre à l'altération progressive de l'autonomie. La mixité de cette offre



nouvelle, répartie entre logements pour jeunes ménages et logements pour personnes âgées, au sein d'un même programme, doit aussi être recherchée.

Il convient en outre de freiner le mouvement de périurbanisation, mis en évidence par les dynamiques de construction constatées sur certaines communes. Il serait en effet contradictoire de chercher à lutter contre la vacance des villes-centre tout en autorisant la construction de nouveaux lotissements en périphérie.

Il convient de privilégier une offre de logements dans les villes centres et les pôles secondaires. Les dynamiques de construction fortes constatées depuis 2005 sur plusieurs communes traduisent un phénomène d'étalement urbain diffus qui ne se limite plus aux seules périphéries des villes centre des aires urbaines mais qui se prolonge en dehors. Outre les conséquences sur l'environnement, ce phénomène va à l'encontre des objectifs de mixité tant sociale que fonctionnelle en encourageant une offre nouvelle dans des communes isolées et rarement outillées pour maîtriser la croissance urbaine : les ménages périurbains ont moins accès aux services clés, sont plus dépendants des véhicules et du renchérissement du coût de l'énergie. En outre, l'étalement urbain favorise souvent la construction d'armatures urbaines inadaptées aux changements résidentiels à venir. A titre d'exemple, les personnes âgées, dont les 60 ans et + représenteront environ 30 % de la population axonaise en 2030, et qui resteront vivre en zone d'étalement urbain, n'auront pas accès aux services de proximité, tant médicaux, que de la vie quotidienne.

Il convient donc de privilégier un développement qui concentre l'offre de logements dans les aires urbaines de Saint-Quentin, Laon, Chauny-Tergnier, Soissons, Château-Thierry et Villers-Cotterêts (pôle urbain et première couronne périurbaine). La politique du logement sera ainsi menée de front avec les mutations sociétales et économiques : nécessité de concilier l'emploi et le logement (rapprocher le logement des zones d'emploi, développer les logements temporaires pour les salariés en situation de 1er emploi de formation, d'apprentissage, de décohabitation, etc), nécessité de concilier logement et vieillissement (développer les logements adaptés aux personnes âgées, rapprocher les personnes âgées de lieux de vie, des commerces et des services pour favoriser l'autonomie et lutter contre l'isolement, etc).

Cette préférence doit d'abord se traduire par un regain d'attractivité des aires urbaines afin de rester autant que possible dans le périmètre urbain existant pour en freiner l'expansionnisme. À ce titre, il convient d'intervenir sur le parc de logements existant : les aires urbaines se caractérisent en effet aujourd'hui par un parc de logements vieillissant qui génère un habitat dégradé, parfois même indigne, caractérisé par une vacance structurelle importante des logements les plus dégradés. La rénovation, la lutte contre la vacance dans le parc privé, la lutte contre la vacance commerciale, la réhabilitation thermique et la lutte contre l'habitat indigne constituent donc des priorités, notamment sur les quartiers anciens dégradés des villes centres.

Ce regain d'attractivité pourra également passer par le traitement des friches urbaines. À ce titre, Soissons et Villers-Cotterêts ou Château-Thierry disposent de foncier à proximité de leur gare SNCF susceptible d'être aménagé, offrant l'opportunité d'une requalification de zones aujourd'hui peu valorisées, en proposant logements et services en centre-ville, favorisant une meilleure qualité de vie des habitants et permettant notamment des modes de déplacements doux.

## ■ **Reconvertir des friches urbaines mutables, pour revitaliser les centres-villes et centres-bourgs avec une offre urbaine plus équilibrée et des formes urbaines nouvelles**

D'importantes friches urbaines existent sur le département du fait de sa forte désindustrialisation, notamment sur Soissons à proximité immédiate d'une gare ferroviaire. La question de la reconversion de ces friches industrielles, commerciales, militaires se pose dans un contexte de marché du foncier et de l'immobilier particulièrement détendu. Il y a donc un enjeu significatif de mise en place des outils permettant la reconversion de ces unités foncières.

L'un des objectifs de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) consiste à développer l'offre de logements, tout en limitant l'artificialisation des sols, la reconversion des friches urbaines apportant une réponse adaptée. Les politiques foncières sont un levier majeur pour parvenir à cet objectif, et les EPF qui interviennent en appui des collectivités sont des acteurs essentiels de ces politiques. La loi Alur encourage donc la création de tels établissements sur d'autres territoires que ceux qui sont actuellement couverts ou l'extension d'EPF existants, notamment sur des territoires où l'offre d'ingénierie foncière est éparpillée ou absente, afin de mieux répondre aux enjeux de transition écologique des territoires et de lutte contre l'étalement urbain. L'extension de l'EPF Nord-Pas-de-Calais à l'ensemble de la nouvelle région des Hauts-de-France constitue une opportunité pour le département de l'Aisne.



## **Développer une agriculture conciliant performance économique, attentes sociétales et préoccupations environnementales**

Le système agricole français fait face, depuis plusieurs années, à la concurrence sur un marché mondialisé et à la diminution du nombre d'exploitants, lesquels éprouvent de plus en plus de difficultés financières.

Les exploitants agricoles sont par ailleurs exposés à de multiples risques (sanitaires, climatiques, environnementaux, financiers...)

Aujourd'hui, de nouveaux défis s'imposent en termes de sécurité et d'autosuffisance alimentaire, ainsi que de durabilité des modes de production.

Le département de l'Aisne, dont l'économie est portée par le secteur agricole, se doit de relever le défi d'une agriculture compétitive, respectueuse de l'environnement et intégrée dans le développement durable des territoires. Cela passera nécessairement par des mutations économiques, technologiques et professionnelles.

Professionnelles d'abord, puisque l'agriculteur de demain sera, en plus d'être un producteur de denrées alimentaires, producteur de biomasse (pour l'alimentation mais aussi la production d'énergie et de matériaux biosourcés), producteur de services (par la valorisation de son patrimoine, de son travail et de ses produits via le tourisme, la transformation ou encore les circuits courts) et producteur de solutions (pour la protection des espaces et des espèces, la diversification des ressources énergétiques et la production d'une alimentation saine et de qualité).

Technologiques ensuite, puisque les exploitants agricoles seront à court terme dans l'obligation d'intégrer de nouvelles technologies tout au long des cycles de production, trouver des solutions innovantes pour rester compétitifs, gagner en autonomie et de fait acquérir de nouvelles compétences.

Économiques enfin, puisque l'agriculture de demain devra être en mesure de répondre à des demandes de plus en plus exigeantes et diversifiées, impliquant la création de valeur ajoutée sur les territoires via une diversité et une durabilité des systèmes de production afin de faire face à la concurrence sur des marchés mondialisés.

Développer une agriculture compétitive et durable nécessite de mettre en place les outils pour une gestion fine et cohérente de la ressource foncière, de prendre en compte les attentes sociétales pour une agriculture plus respectueuse de son environnement, ce qui nécessitera de poursuivre les démarches de modernisation des filières agricoles actuellement existantes sur le département. Enfin, l'agriculture doit se développer au-delà des débouchés alimentaires avec de nouveaux marchés à faire émerger, des filières économiques à structurer notamment dans les secteurs des matériaux bio-sourcés, de l'énergie, de l'agrotourisme, des circuits courts, ...

### **■ Préserver le foncier agricole**

L'agriculture axonaise joue un rôle essentiel dans l'activité économique de la région ce qui justifie particulièrement la préservation des espaces agricoles dans le département. La préservation de ces filières est un enjeu de premier ordre, d'autant plus que les terres agricoles, au-delà de leur fonction alimentaire, peuvent remplir des fonctions économiques, sociales et environnementales.

Le foncier indispensable à l'activité agricole fait cependant partie des ressources en tension étant le support à de nombreuses activités économiques, telles l'industrie, le commerce ou l'immobilier.

Ainsi, ces dernières années, le rythme de consommation des terres agricoles n'a eu de cesse d'augmenter, dans l'Aisne comme partout ailleurs. À l'échelle nationale, plus de 35 % des terres qui disparaissent sont à fort potentiel agronomique.

Au vu des préoccupations grandissantes, que ce soit en termes d'autosuffisance alimentaire, de changement climatique ou de lutte contre le chômage, la préservation du foncier agricole est nécessaire, voire primordiale.

Assurer le développement durable de l'agriculture et préserver le capital de production de l'agriculture, notamment le foncier agricole, paraît essentiel dans un objectif de pérennisation de l'activité agricole et des aménités



notamment environnementales potentiellement induites. En périphérie des villes, le foncier agricole est indispensable au développement des circuits courts. C'est aussi un élément essentiel au maintien des continuités écologiques et plus largement au maintien de nos paysages.

Le chiffre d'affaires d'une exploitation classique étant directement corrélé à la surface exploitée, il s'agit alors de préserver l'ensemble des espaces agricoles.

Le maintien du foncier agricole passera nécessairement par la mise en place d'une politique foncière ambitieuse, priorisant le foncier à préserver selon les qualités agronomiques et écologiques des parcelles (sol riche permettant le maintien d'une certaine biodiversité tout en permettant un rendement important, localisation permettant des continuités écologiques...). La stratégie foncière à mettre en place fixera des objectifs de lutte contre l'étalement urbain dans les documents d'urbanisme par la requalification des friches, préservant ainsi les espaces agricoles, naturels et forestiers. De même, elle veillera à ce que les zones d'activités industrielles et commerciales soient les plus pertinentes possibles en termes de taille et de localisation. Enfin, des mesures concernant la revitalisation des centres-bourgs, la réhabilitation du bâti plutôt que la construction de nouveaux logements devront être encouragées.

Les outils de planification, qu'ils soient stratégiques ou opérationnels, seront nécessairement plus ambitieux et pertinents au regard de ces problématiques, afin de prévenir la consommation des espaces qu'il convient de protéger.

## ■ Organiser et moderniser les filières agricoles d'aujourd'hui

Les filières céréalière, betteravière et viticole étant bien, voire très bien structurées dans l'Aisne, l'effort devra être porté sur la filière élevage et plus particulièrement la filière « lait » en prenant exemple sur le fonctionnement de cette filière dans les zones AOC ou les zones touristiques telles le Jura, les Alpes....

Une impérative restructuration de la filière élevage est à mener, en particulier en Thiérache autour de l'AOC Maroilles et de la valorisation de l'herbe, tout en préservant le bocage, atout paysager et environnemental incontestable (maintien des prairies et des haies formant des corridors écologiques de qualité, et permettant de prévenir l'érosion des sols).

Il existe aujourd'hui des partenariats vertueux « gagnant/gagnant » entre filières animale et végétale : échange paille contre fumier, échange pulpe contre fumier..., qui constituent des démarches à développer. En effet, les liens entre les diverses filières du département doivent être encouragés, notamment en vue d'apporter une autonomie fourragère aux territoires axonais, les rendant ainsi plus résilients face à la volatilité du prix des produits agricoles.

Dans l'Aisne, les entreprises de 1ère transformation (silos...) étant bien présentes, la création de plus fortes plus-values passera par un développement des transformations de niveaux supérieurs, qu'il s'agisse de transformation directement par le producteur afin de créer de la valeur ajoutée au niveau de son exploitation agricole, ou au sein de la filière en vue d'exporter des produits transformés et ainsi de gagner en compétitivité.

La transformation des divers produits agricoles sur le territoire permettra de soutenir la création d'emplois non délocalisables tout en apportant de la valeur ajoutée aux terroirs axonais.

La modernisation des filières passera nécessairement par un bond en avant en termes d'innovations technologiques. A titre d'exemple, nous pouvons noter l'essor de la télédétection via les drones, outils d'aide à la décision pour les agriculteurs puisque permettant de mesurer précisément les zones qui nécessitent des intrants (cela permet donc une réduction des apports en eau et des apports azotés, ainsi qu'une diminution de l'utilisation de pesticides). Ce type d'innovations est à encourager.

Par ailleurs la modernisation des filières agricoles nécessitera d'adapter, d'une part, les structures existantes et, d'autre part, les dispositifs de formation aux besoins locaux, à noter sur ce dernier point l'importance du CFA géré par la chambre d'agriculture de l'Aisne.

L'agriculture axonaise, pour se moderniser, peut s'appuyer sur un réseau régional et départemental d'entreprises de services et d'organismes de recherche, pour tirer profit des nouvelles technologies dans l'agro-machinisme et dans les domaines des bio-matériaux et des bio-carburants.

À cet effet, la présence sur notre territoire du siège du pôle IAR (Industrie et Agro-Ressources) représente un atout



important, autour duquel il est nécessaire de fédérer les acteurs de la région Hauts-de-France, en partenariat avec ceux de la région Grand-Est.

## ■ Développer les filières agricoles de demain

L'agriculture de demain devra pouvoir répondre à de nouveaux marchés, tels la construction, les énergies, les cosmétiques, etc. Il est ainsi nécessaire de diversifier des débouchés et valoriser les productions primaires et les déchets produits par les activités agricoles et agro-alimentaires, en les valorisant dans la bio-économie et en les recyclant dans une économie circulaire.

Les produits agricoles, qu'ils soient végétaux et animaux, peuvent être le support à la création de nouveaux débouchés économiques, par leur valorisation dans les bio-matériaux ou dans la méthanisation.

### • L'agriculture comme appui à la construction et à la rénovation énergétique du bâti

L'activité agricole, via la production de biomasse, peut contribuer à la construction, ainsi qu'à l'écornovation des bâtiments, notamment d'un point de vue énergétique. Le département de l'Aisne étant pourvu d'un parc immobilier ancien et particulièrement dégradé, cet enjeu de réhabilitation thermique des logements est l'un des grands chantiers dont devront se saisir les acteurs du territoire afin de permettre aux ménages axonais, aux revenus modestes, d'accéder à des logements à moindre charge.

Il conviendra ainsi de développer les filières les plus pertinentes, en fonction de leur faisabilité qui demande à être étudié préalablement.

En ce sens, une analyse des marchés, pour les filières bois, paille, chanvre, lin et colza, filières identifiées comme pouvant intervenir dans l'écornovation, méritera d'être menée.

### • L'activité agricole comme soutien à la transition énergétique

À l'heure où la recherche d'un meilleur mix énergétique est engagée, via l'augmentation de la production d'énergies renouvelables, l'activité agricole représente un soutien conséquent.

En effet, l'agriculture fait partie des voies de production d'énergies renouvelables, grâce à la production d'énergie par méthanisation, soit injectée dans le réseau, soit utilisée directement par l'exploitant qui la produit afin de limiter ses charges, ou encore par la production de carburants.

La méthanisation, en plus de contribuer à la transition énergétique et de participer à l'autonomie énergétique des territoires, permet de résoudre partiellement la problématique du traitement des déchets agricoles et est une activité créatrice d'emplois non délocalisables.

Afin de soutenir les exploitants agricoles et de leur assurer des voies de revenus, la mise en place de petites unités de méthanisation, ou de plus grandes unités dans lesquelles plusieurs exploitants se regroupent, est à promouvoir. Le digestat, déchet issu de la méthanisation, étant de plus un fertilisant potentiel, une dynamique de circuits courts peut être créée autour de cette activité.

La production de bio-carburants doit être examinée finement, puisque pouvant induire une concurrence foncière avec d'autres activités économiques.

### • Les exploitants agricoles comme marchands de services

En vue d'une diversification des sources de revenus des exploitants agricoles, l'agriculture de demain devra être capables de proposer divers services.

De nouvelles filières économiques émergent ainsi, comme l'agrotourisme et le tourisme à la ferme, la transformation directe et la commercialisation par les circuits courts qui valorisent à la fois le patrimoine, les savoirs-faire et les productions agricoles. Par ailleurs en matière de contre-parties environnementales le département de l'Aisne est en mesure de se positionner comme un territoire offrant des opportunités foncières destinées à compenser les impacts résiduels des grands projets structurants envisagés en région Hauts-de-France ou dans les régions limitrophes.

Un appui auprès des agriculteurs sera nécessaire pour qu'ils aient les capacités de diversifier leurs activités par le développement de ces services.

## ■ **Faire face aux évolutions socio-économiques et environnementales**

Que ce soit afin de répondre à la demande alimentaire des consommateurs, afin de rester compétitifs malgré la concurrence accrue et les subventions de plus en plus conditionnées, ou afin de concilier productivité avec respect de l'environnement, les agriculteurs doivent faire face à de nombreuses mutations.

### • **Manger sain : une attente sociétale qui n'est plus un signal faible**

En matière d'alimentation, l'évolution des modes de vie montre un souhait croissant de la part de nombreux consommateurs de pouvoir accéder à une alimentation de qualité, locale (locavorisme) et de saison. Il faut anticiper ces évolutions en adaptant les systèmes de productions agricoles actuels.

Des moyens de commercialisation permettant de satisfaire les demandes alimentaires, et donc proposant des productions locales de façon structurée, seront également à mettre en place.

Il est à noter que les surfaces d'agriculture bio sont en augmentation constante sur le territoire national tandis que dans le département de l'Aisne, le démarrage semble à la peine.

### • **L'agriculture axonaise face aux défis environnementaux**

L'agriculture doit aujourd'hui faire face à des préoccupations écologiques qui ne sont plus à démontrer : le maintien de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la qualité de l'eau et des sols en sont les principales.

Une attention particulière concernant le traitement des déchets et effluents agricoles doit être portée, sur la réduction des intrants et sur l'utilisation de l'eau pour l'irrigation.

Le développement de l'agriculture non conventionnelle, tournée vers des solutions alternatives et plus respectueuses de l'environnement est à encourager, de façon prioritaire à proximité des zones à enjeux environnementaux forts (zones Natura 2000, aires d'alimentation des captages...).



## **Créer les conditions d'un développement économique axonais à forte valeur ajoutée, décarboné et innovant**

L'économie des territoires est une problématique centrale, en ce qu'elle conditionne l'ensemble de nos modes de vie et, par là-même, l'impact de nos activités sur l'environnement. Face à l'émergence des nouveaux enjeux tels que la question écologique et notamment le changement climatique, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, il importe de modifier en profondeur notre modèle économique actuel. Ce changement vers une société plus durable requiert une transition adaptée au territoire, la définition et la mise en œuvre de politiques de rupture et d'innovation. Cette évolution ne sera pas envisageable sans un changement de posture chez l'ensemble des acteurs (collectivités, entreprises, société civile).

Les nouveaux modèles économiques émergents permettent d'interroger nos modes de vie et d'agir en faveur du développement durable des territoires. Ils constituent autant de pistes à explorer et à encourager pour construire un modèle de développement adapté au contexte local : économie sociale et solidaire, économie circulaire, économie collaborative, économie de la fonctionnalité et de la coopération, économie verte, économie symbiotique, économie positive, ...

Afin de réussir sa transition énergétique, écologique et sociale, l'Aisne doit rejoindre la dynamique déjà engagée dans d'autres départements de la région Hauts-de-France à travers les démarches des collectivités (3<sup>e</sup> révolution industrielle initiée par l'ex-conseil régional Nord-Pas-de-Calais avec Jérémy Rifkin) et de certains acteurs économiques (pôle de compétitivité TEAM 2). Pour ce faire, il importe de donner un cadre, de définir une stratégie visant à faire évoluer les modes de production et de consommation vers des modèles de développement soutenables, qui répondent aux aspirations et aux besoins des habitants.

En ce sens, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, moteurs économiques majeurs du département, devront consolider leur position au sein d'une économie de la mondialisation, tout en intégrant les nouvelles attentes socio-économiques et environnementales. Mais surtout, l'économie axonaise devra viser un développement de nouvelles activités durables et à haute valeur ajoutée.

### **■ Une armature industrielle axonaise à consolider, à faire connaître et à développer**

L'industrie axonaise représente un capital à valoriser, à adapter aux défis d'avenir en favorisant l'innovation, la recherche et le développement, tout en s'appuyant sur des forces présentes (exemple : IAR dont le siège est à Laon, pôle de compétitivité agro-technologies industrielles, bioraffinerie, agromatériaux) et la présence d'acteurs économiques d'envergure internationale (Grandes maisons de Champagne, Sucreries Distilleries).

Du fait de la proximité du département de l'Aisne avec la Belgique, des liaisons économiques sont à développer redonnant ainsi du sens à la modernisation d'infrastructures comme la RN2, d'autant plus que le développement de la RN2 pour le trafic Paris – Belgique pourrait contribuer à soulager l'agglomération Lilloise d'une partie des poids lourds notamment. Il en va de même avec les régions voisines. A titre d'exemple, des projets communs à la Grande Thiérache pourraient être développés par des coopérations interrégionales.

L'arrivée probable du canal à grand gabarit Seine-Nord-Europe est un projet dont le département doit se saisir afin d'en optimiser les retombées économiques positives pour l'Aisne.

En ce sens, des solutions multi-modales concernant le transport de marchandises pourront être étudiées, notamment sur le secteur de Chauny-Tergnier-La Fère qui, outre sa situation centrale dans le département de l'Aisne, bénéficie de plusieurs atouts :

- ° proximité avec le canal du Nord et le futur canal à grand gabarit « Seine-Nord-Europe » (pour la desserte fluviale);

- ° échangeur autoroutier sur A26 à Charmes pour les convois dont les caractéristiques seraient compatibles avec la circulation sur autoroute ;

- ° nœud ferroviaire au confluent de plusieurs voies ferrées, vers le Nord, la Somme, Reims et la Région Parisienne.

Dès lors, ce secteur se prêterait à la création d'un complexe multimodal ou plate-forme logistique.

De même, les projets en cours et à venir concernant la région francilienne peuvent assurer pour le département, de par sa proximité, des retombées économiques importantes.



Le secteur de l'industrie est le troisième secteur, après les bâtiments et le transport, consommateur d'énergie finale. Il est également émetteur de gaz à effet de serre (GES) (17%). Un effort important doit être mené pour réduire ces émissions de GES. Bien que certains efforts relèvent du niveau national, des actions en termes d'intensification de l'amélioration technologique et d'amélioration de la performance des usages transverses, des procédés et de la récupération de chaleur peuvent être encouragées. Le pôle IAR, pour ce qui est du ressort des industries agro-alimentaires, pourra participer à la recherche de solutions écologiquement performantes.

Enfin concernant les entreprises aujourd'hui méconnues, dont certaines sont des pépites d'entreprise innovante, des leaders mondiaux (exemple : l'entreprise « A2mac1 » basée en Thiérache à HARY), facteur d'attractivité pour de jeunes diplômés souhaitant s'installer dans l'Aisne, il conviendra de définir une stratégie de communication afin de les valoriser.

## ■ Des potentialités à explorer afin de faire émerger de nouvelles filières, notamment dans la bioéconomie

L'économie durable, laquelle fédère largement les ambitions de territoires ruraux tels que l'Aisne, doit les conduire à investir dans ce qui constitue une mutation en même temps qu'une transition : l'économie du carbone renouvelable. Il s'agit là d'un profond changement de paradigme, la bioéconomie, véritable fil rouge des politiques publiques, amenant en effet les territoires à passer d'une vision linéaire mais non durable à une approche systémique. L'enjeu majeur consiste à apporter de la richesse et de l'emploi en développant localement cette économie du futur, une économie décarbonée.

Mobiliser davantage la biomasse issue des productions végétales agricoles, forestières (forêt publique et privée), innover (recherche, formation...), communiquer sur ce qu'est la bioéconomie, font partie de la stratégie de l'État annoncée dans le cadre du futur plan d'investissement de l'État pour la période 2018/2022. On retrouve également à ce titre, le pôle de compétitivité IAR basé à Laon, qui constitue un atout à même d'engendrer dans l'Aisne en particulier, une dynamique de start-up ou de microentreprises dans divers domaines de la bioéconomie, considérant qu'en la matière chaque territoire a sa propre potentialité.

### • Un potentiel de développement des énergies vertes

L'Aisne dispose, de par la présence de larges espaces naturels, agricoles et forestiers, d'un potentiel important en termes de développement des énergies renouvelables.

Ces dernières années, le département a vu fleurir les parcs éoliens, particulièrement dans sa partie nord, plus favorable au développement de l'énergie éolienne. Une puissance de 1158 MW est ainsi implantée, participant de fait à la diversification du mix énergétique. Cependant, le département fait aujourd'hui face à une saturation paysagère, et l'acceptabilité des projets est de plus en plus difficile. Il faudra ainsi veiller, au regard des préoccupations paysagères et économiques, à accompagner au mieux les collectivités dans leurs PCAET, SCoT et PLUi sur ce sujet. En effet, si elles souhaitent définir des secteurs encore à même d'accueillir des éoliennes, il conviendra d'édicter des règles limitant l'implantation de nouveaux parcs éoliens dans les secteurs déjà très chargés et / ou particulièrement sensibles au regard de leur valeur patrimoniale.

Les espaces foncièrement disponibles peuvent également accueillir des projets de développement de l'énergie solaire, rentables dès lors qu'ils sont de grande ampleur. Afin de veiller à ne pas entrer en concurrence foncière avec d'autres activités économiques, et de conserver les terrains propices à l'activité agricole, les projets de centrales au sol pourront s'appuyer sur la présence de friches urbaines et industrielles, qu'il convient de réhabiliter. Le projet de parc photovoltaïque de Samoussy dans le Laonnois illustre parfaitement cet enjeu d'énergie solaire : il pourrait constituer le plus grand parc européen en photovoltaïque tout en permettant la reconversion d'une friche militaire.

Les panneaux photovoltaïques et solaires peuvent également être installés sur les nombreux bâtiments industriels, commerciaux et agricoles, permettant ainsi une diversification des activités économiques sur un même espace.

L'enjeu de mix énergétique encourage à pousser des investigations sur les potentialités d'autres sources d'énergies renouvelables.

S'agissant de la méthanisation, les perspectives de développement de cette filière sont significatives. En effet qu'il s'agisse de limiter les charges de fonctionnement d'une exploitation agricole en produisant sa propre énergie ou de



produire de l'énergie injectée dans le réseau, l'agriculture fait partie des principales voies de production d'énergies renouvelables. Le déploiement de la méthanisation est donc à consolider avec des sources de biomasse diversifiée. Par ailleurs le caractère rural du département de l'Aisne lui confère un large potentiel de valorisation énergétique de la biomasse forestière. En effet, outre la biomasse agricole, une ressource importante en biomasse forestière existe, dont le potentiel est largement sous-exploité actuellement. Une dynamique est initiée au sein du département, en vue de la valorisation énergétique de la production de biomasse forestière, laquelle méritera d'être confortée. S'agissant de la géothermie, de nombreuses zones du département, plus particulièrement au nord, sont favorables au développement de la géothermie superficielle. Le sud du département, du fait de la présence de l'aquifère du Dogger, est quant à lui un secteur favorable au développement de la géothermie profonde. Cependant, même si plusieurs soutiens financiers existent, la filière est peu structurée, le coût des installations est élevé et un risque géologique existe, autant de freins qu'il conviendra de lever pour le développement de cette filière prometteuse.

- **L'écotourisme : filière en devenir**

L'Aisne dispose de nombreux atouts qu'il convient de valoriser dans une économie à haute valeur ajoutée. Ainsi, en lien avec le tourisme de mémoire, le tourisme culturel et architectural, filières déjà bien implantées dans l'Aisne, une nouvelle filière touristique émerge : le tourisme vert qui permet une valorisation des diverses ressources naturelles axonaises.

Aujourd'hui, l'écotourisme est l'un des secteurs qui connaît le plus fort taux de popularité dans le monde, en intégrant une dimension éthique et écocitoyenne, à l'inverse du tourisme de masse.

Le territoire axonais, avec ses riches espaces naturels, agricoles et forestiers, constituant des paysages d'exception, a ainsi le potentiel suffisant pour se saisir de cette filière en devenir.

En ce sens, il conviendra de la structurer, en proposant des activités de nature en lien avec les autres lieux touristiques et les capacités d'hébergement, déjà présentes sur le territoire ou à développer.

- **Une filière d'éco-rénovation du bâti**

Alors que la réforme de la politique agricole commune se profile, l'agriculture axonaise, majoritairement présente sur le territoire, doit chercher à se diversifier. À l'image de départements comme l'Aube et de son investissement dans la production de matériaux issus de la culture du chanvre, la structuration d'une filière bio sourcée pour le secteur du bâtiment dans l'Aisne constitue une forte potentialité de développement à partir des matières premières disponibles que sont le bois, la paille, le colza, le chanvre, etc. Les besoins identifiés dans le domaine du logement, aussi bien en termes d'offres nouvelles au sud que de réhabilitations au nord, traduisent l'existence d'un marché et de débouchés réels. Le développement de cette filière pourra en outre favoriser la formation et le recrutement dans le secteur du BTP dans un contexte local de dépression économique forte. L'Aisne pourrait ainsi devenir, à terme, un véritable territoire démonstrateur d'une éco filière de matériaux biosourcés à usage bâtiminaire.

Ainsi dans le cadre du lancement par le Préfet de l'Aisne et Philippe Vasseur, commissaire spécial à la revitalisation et réindustrialisation des Hauts de France, des travaux visant à développer une filière d'éco-rénovation et d'éco-construction dans l'Aisne le 29 juin dernier, il a été décidé de mettre en place une structure de gouvernance spécifique chargée du développement de la filière bio sourcée pour le secteur du bâtiment avec la mise en place d'un Cluster, dont le pilotage sera assuré par une structure associative regroupant les 3 chambres consulaires et réunissant les acteurs en recherche et développement, production des matières premières, transformation et circuits de distribution, architectes, constructeurs...

Par ailleurs, de façon à concrétiser la mise en œuvre de ce type de matériaux, seront réalisés, sous la maîtrise d'ouvrage de l'OPH de Laon, des projets de construction et/ou de réhabilitation de logements à partir des filières locales de matériaux biosourcés, appelés démonstrateurs. Dans ce cadre, une étude de réhabilitation sur Villers-Cotterêts été identifiée et le choix d'un programme neuf est en réflexion.

Cette expérimentation permettra ainsi d'évaluer la faisabilité technique et financière de bâtiments mettant en œuvre de tels matériaux, les bénéfices qu'ils apportent et les contraintes qu'ils imposent.

Ces chantiers devraient par ailleurs être identifiées comme des « chantiers exemplaires » dans le cadre d'une démarche de développement de la formation intégrée sur les lieux de travail portée par la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) du Saint-Quentinoise.

Compte tenu de l'effort financier pour des ménages modestes et de l'investissement d'argent public que les travaux de rénovation et de réhabilitation thermique peuvent représenter, il convient parfois d'envisager qu'une partie du parc obsolète soit démolie : il n'est en effet pas pertinent d'investir dans ces logements pour de futurs occupants

alors que leur localisation pourrait contribuer à fixer des ménages fragiles dans des secteurs éloignés des pôles d'emplois, des services et des accès principaux. Par ailleurs, compte tenu de leur dégradation parfois avancée, ces logements constituent par endroits de véritables verrues paysagères pour lesquelles la démolition constitue la seule issue.

Ce cycle de démolitions pourrait en outre alimenter une réflexion sur la création d'une filière de réutilisation et de recyclage des matériaux de construction issus des chantiers de démolition alors que 70 % des déchets du BTP devront être valorisés en 2020 selon l'objectif fixé dans la loi de Transition énergétique : même si l'ADEME, dans une étude publiée en 2016, identifie encore des freins et des blocages liés à cette pratique (normes pas toujours bien définies, manque d'information des acteurs), elle estime que les bénéfices seraient chiffrables à court et moyen terme. Cette filière pourrait ainsi constituer une source de développement bienvenue, particulièrement dans un territoire comme la Thiérache qui souffre économiquement.



## Instaurer de nouveaux modes de gouvernance

Dans un département tel que l'Aisne, géographiquement étendu, aux territoires ou terroirs historiquement et culturellement si divers, qui est aujourd'hui marqué par des indicateurs socio-économiques préoccupants, et qui se trouve de façon croissante confronté à de fortes influences extérieures, la question de la prise de décision efficace dans un contexte territorial toujours plus complexe, ainsi que du processus décisionnel et de coordination de l'action collective, constituent l'enjeu déterminant pour l'avenir de la ruralité axonaise.

Il est certainement vital pour la cohésion de ses territoires, d'engager au regard des enjeux, une stratégie de long terme. Les SCoT constituent un outil pertinent pour cela, à condition toutefois de les élaborer à une échelle suffisamment large pour que puisse émerger un réel projet politique qui compte au niveau régional et qui soit porteur de politiques ambitieuses à « la bonne échelle », pour une temporalité à horizon 2030-2040.

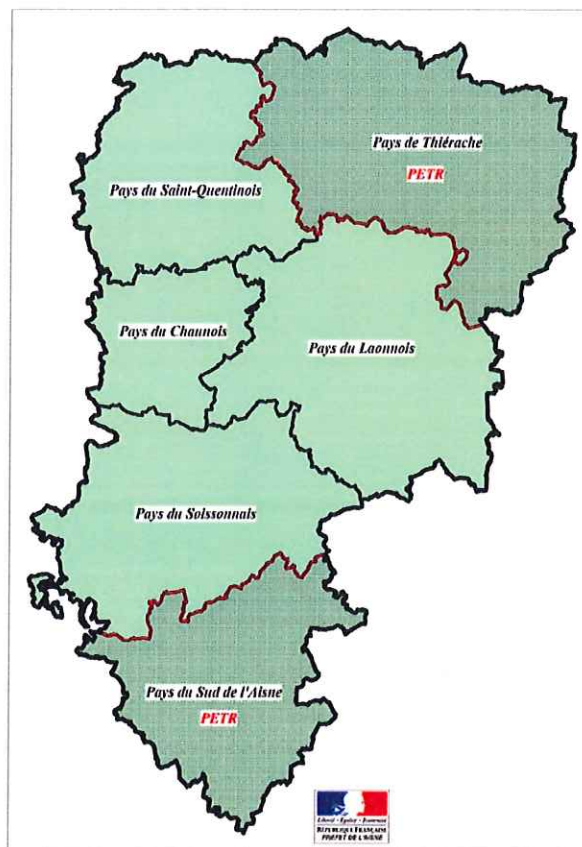
Une amélioration des modes de gouvernance et de l'organisation territoriale de chacun de ces territoires représente donc un défi d'importance. La montée en puissance de l'organisation territoriale leur permettra d'être en capacité d'élaborer et de mettre en œuvre à l'intérieur de périmètres pertinents, des stratégies cohérentes, aussi bien sous l'angle de la planification que de l'action, et de contribuer de façon équilibrée au renforcement de la cohésion sociale et territoriale.

### ■ Faire émerger de nouveaux périmètres de SCoT

Afin de mieux gérer l'espace, de mieux mobiliser les crédits, notamment européens, de favoriser un développement territorial cohérent, il apparaît nécessaire pour leur permettre d'exister dans l'espace régional, que les collectivités puissent se regrouper. Cela permettra notamment une meilleure maîtrise du développement et une limitation de l'étalement urbain par des documents de planification et des documents d'urbanisme à une échelle plus en adéquation avec les problématiques à considérer (SCoT élaborés sur des périmètres plus larges).

Ces échelles territoriales pertinentes pour mener des projets ambitieux et conduire les politiques locales d'aménagement et de développement durable, se développeront opportunément dans le cadre de Pôles d'Équilibre des Territoires Ruraux (PETR), structures à même de conduire des projets d'aménagement et de développement durable (PADD), avec le SCoT comme outil de cohérence des politiques territoriales, ceci, en compatibilité avec le futur SRADDET.

Ainsi, il apparaît pertinent d'inciter les EPCI axonais à s'engager à terme dans l'élaboration de SCoT à l'échelle des 6 pays qui structurent historiquement le département. Il convient d'observer dans la carte ci-dessous, que d'ores et déjà, deux SCoT ont été élaborés à cette échelle (PETR de l'Union des Communautés de Communes du Sud de l'Aisne, syndicat mixte du Pays Chaunois) tandis qu'un troisième est actuellement en émergence (PETR du Pays de Thiérache).



### ■ Promouvoir l'émergence des PLU intercommunaux

Étudier le fonctionnement et les enjeux du territoire à l'échelle de chaque EPCI du département, construire un projet de développement respectueux de l'environnement, et le formaliser dans des règles d'utilisation du sol sont des objectifs qui doivent inciter les groupements de communes à s'engager dans l'élaboration d'un PLUi, lequel permet en outre l'émergence d'un projet de territoire partagé, et consolidant les politiques nationales et territoriales d'aménagement avec les spécificités de chaque territoire. Enfin, le PLUi dote le territoire d'une vision prospective de 10 à 15 ans, cette vision s'effectuant à l'échelle de l'intercommunalité, où s'organise l'essentiel des activités

quotidiennes.

Dans l'Aisne, trois PLU intercommunaux sont à ce jour réalisés, et trois se trouvent en cours d'élaboration. Ces premiers documents sont de nature à imprimer une dynamique axonaise en la matière.

## ■ **Instaurer un nouveau mode de gouvernance dans l'Aisne par une mise en réseau des villes moyennes du département**

Dans ce même esprit, partager, échanger avec les territoires voisins, organiser la complémentarité plutôt que la concurrence, avec des acteurs en réseau, renforcer les coopérations et partenariats multiples (public, privé, habitants), constituent autant de postures qui doivent conduire les collectivités axonaises à collaborer efficacement. Un travail est en effet à entreprendre sur les coopérations, les synergies possibles à diverses échelles (dans le département comme avec les territoires proches, comme, par exemple l'association de la Champagne) pour faire émerger une identité de l'Aisne valorisant tous ses atouts et pour renforcer la capacité d'intervention (par exemple en matière d'économie touristique pour la réalisation d'équipements, le développement de parcours de qualification).

Une évolution des modes de gouvernance territoriale apparaît ainsi nécessaire pour concevoir et conduire des stratégies territoriales sur les grands bassins de vie pertinents : créer des espaces de dialogue, de réflexion et de concertation territoriale, ouverts aux forces vives des territoires, comprenant un dialogue permanent avec les territoires voisins, sur les plans institutionnels, économiques, sociaux, associatifs, avec les organismes représentatifs.